

**AU-DELA DES LUTTES DE POUVOIR :
QUE FAIRE FACE AU COUP D'ETAT ET A
LA TRANSITION EN GUINEE-BISSAU ?**

Rapport Afrique N°190 – 17 août 2012

TABLE DES MATIERES

SYNTHESE ET RECOMMANDATIONS.....	i
I. INTRODUCTION	1
II. CHRONIQUE D'UN COUP D'ETAT.....	1
III. LES CAUSES DU COUP D'ETAT.....	6
A. LA MEFIANCE DE L' ARMEE.....	7
B. UN CONTEXTE ELECTORAL TENDU	9
IV. LES REACTIONS INTERNATIONALES : UNE LUTTE D'INFLUENCE	12
V. QUE FAIRE ?	17
VI. CONCLUSION	19
ANNEXES	
A. CARTE DE LA GUINEE-BISSAU	20
B. GLOSSAIRE	21

AU-DELA DES LUTTES DE POUVOIR : QUE FAIRE FACE AU COUP D'ETAT ET A LA TRANSITION EN GUINEE-BISSAU ?

SYNTHESE ET RECOMMANDATIONS

La Guinée-Bissau a renoué avec l'instabilité le 12 avril 2012, lorsque l'armée a arrêté le Premier ministre, Carlos Gomes Júnior, sur le point d'être élu président. Une junte militaire, qui l'a accusé de comploter avec l'Angola pour réduire le pouvoir de l'armée, a rapidement mis en place des institutions de transition et s'est officiellement retirée de la vie politique le 22 mai. Si la condamnation internationale a été immédiate, des divergences se sont rapidement fait jour entre la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) et la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP). La première, sous l'influence du Nigéria, du Sénégal, de la Côte d'Ivoire et du Burkina Faso, est favorable à une période de transition d'un an, alors que la seconde, inspirée par le Portugal et l'Angola, préconise la tenue immédiate de l'élection présidentielle avortée. La transition pourrait permettre des réformes cruciales, qui doivent aller au-delà de simples changements au sein de l'armée et de la lutte contre le trafic des stupéfiants. Mais pour ce faire, la Cedeao et la CPLP doivent, d'une part, parvenir à un consensus pour travailler avec les partenaires internationaux afin de réunir les ressources nécessaires à la réforme du système électoral, de la sphère judiciaire et du secteur de la sécurité, et d'autre part, rejeter l'exclusion illégale de Gomes Júnior de la vie politique.

Trois mois avant le coup d'Etat, Crisis Group avait signalé que deux facteurs intrinsèquement liés posaient un risque pour la stabilité du pays : la victoire probable du Premier ministre à l'élection présidentielle, et la présence militaire de son allié, l'Angola, et notamment son rôle en matière de réforme du secteur de la sécurité (RSS). Ces deux éléments ont poussé les Forces armées de Guinée-Bissau (Forças Armadas da Guiné-Bissau, FAGB) à s'interroger sur leur devenir en cas d'accession de Gomes Júnior à la présidence.

Le coup d'Etat a rompu l'ordre constitutionnel et rendu impossible la tenue du second tour de l'élection présidentielle (prévu pour le 29 avril). Il ne s'agit pas simplement de la réaction d'une minorité isolée de militaires narcotrafiquants face à un gouvernement civil réformiste. Cet épisode montre combien les relations entre les élites civiles et militaires, qui ont entaché les progrès du pays depuis l'indépendance obtenue en 1974, restent mauvaises et nourrissent le mé-

contentement sur des questions plus larges comme la citoyenneté, les droits, le clivage entre urbains et ruraux, les inégalités régionales, ainsi que le sentiment croissant de marginalisation ressenti par le groupe ethnique balante, qui mise sur sa forte présence au sein de l'armée pour défendre ses intérêts.

Le débat fait rage quant au rôle joué par les dirigeants de l'opposition. Deux d'entre eux ont en effet de l'influence au sein de l'armée. Le premier, Serifo Nhamadjo, qui s'oppose à Gomes Júnior au sein même de son parti, le Parti africain d'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (Partido Africano da Independência da Guiné e Cabo Verde, PAIGC), est l'héritier du président décédé, Malam Bacai Sanhá. Le second, l'ancien président Kumba Yalá, dirige le Parti de la rénovation sociale (Partido para a Renovação Social, PRS), solidement implanté au sein de la communauté balante. Mais le coup d'Etat résulte également de l'incapacité du processus électoral à produire des résultats incontestables. Nhamadjo et Yalá, ainsi que Henrique Rosa, un ancien président de transition, ont rejeté l'issue du premier tour de mars, dénonçant des dysfonctionnements lors des inscriptions électorales et les irrégularités qui ont entaché le scrutin.

Le coup d'Etat a également confirmé que l'exercice du pouvoir de Gomes Júnior a été porteur de divisions et lui a valu de nombreux ennemis tant au sein de la classe politique que des militaires. Accusé par l'opposition de népotisme et d'implication dans les assassinats politiques de 2009, qui n'ont pas encore été pleinement élucidés, il a vu s'affaiblir la légitimité qu'il tire de l'amélioration des conditions de vie des citoyens sous son mandat. Bien qu'il ait réfuté ces accusations, de nombreux citoyens qui l'avaient défendu au péril de leur vie durant les troubles d'avril 2010 n'en ont pas fait de même deux années plus tard.

Ces événements posent également une autre question : pourquoi les efforts internationaux pour aider ce petit pays, pauvre et tributaire de l'aide internationale, ont-ils systématiquement échoué à susciter un véritable changement ? Suite au retrait de l'Union européenne (UE) après les remous d'avril 2010, et en l'absence d'autres acteurs inter-

nationaux, l'Angola s'est efforcé d'instaurer la stabilité, mais n'a réussi ni à encourager une véritable transformation, ni à construire ou maintenir un consensus au niveau national et international pour déterminer l'avenir de la Guinée-Bissau. Son action dans le pays a suscité de la méfiance, et Luanda s'est embourbé dans des litiges juridiques avec des membres importants de la Cedeao, ce qui a affaibli sa crédibilité, son acceptabilité et l'efficacité de son action.

La Guinée-Bissau n'est pas prête de faire l'objet davantage d'attention à court terme, pour plusieurs raisons : la communauté internationale est préoccupée par d'autres situations plus graves ; les autorités de transition parviennent jusqu'à présent à maintenir l'ordre public et jouent le jeu du dialogue ; et la Cedeao est disposée à traiter avec ces dernières. La ligne dure adoptée par la CPLP, qui a demandé une force de stabilisation et la poursuite du scrutin présidentiel, incite Gomes Júnior et le PAIGC à refuser tout compromis et fait de la Cedeao l'acteur préféré de l'armée pour négocier un accord.

L'organisation ouest-africaine a obtenu deux concessions importantes : la préservation du parlement et la libération de Gomes Júnior, qui a ainsi pu quitter le pays deux semaines après le coup d'Etat. En contrepartie, la Cedeao s'est prononcée en faveur d'une période de transition d'un an censée aboutir à de nouvelles élections. Nhamadjo a pris la relève en tant que président de transition, et Rui Duarte Barros, un proche du PRS, est devenu Premier ministre, a formé un gouvernement et a présenté son programme de transition le 21 juillet. La Cedeao a déployé un contingent de 629 policiers et militaires (la mission de la Cedeao en Guinée-Bissau, Ecomib selon son acronyme anglais), pour fournir une assistance en matière de réforme du secteur de la sécurité, soutenir la transition et faciliter le retrait de la mission militaire angolaise, qui s'est achevé dans le calme le 9 juin.

Des institutions de transition sont désormais en place, et de nouvelles élections sont prévues pour avril 2013. Mais la transition demeure fragile. Les nouvelles autorités sont composées de technocrates et de figures politiques de l'opposition issues de différentes tendances, et un nouveau partage des postes et des privilèges est en cours, dont les implications pour les capacités de l'Etat restent floues. Le PAIGC contrôle toujours le parlement et reste hostile aux autorités provisoires, tandis que les hommes politiques favorables à la transition tentent de maintenir Gomes Júnior à l'écart par la dénonciation de ses crimes présumés. L'armée s'est officiellement retirée de la vie politique avec la dissolution de la junte en mai, mais elle conserve une influence. Elle reste marquée par un factionnalisme important, et les rumeurs d'un nouveau coup d'Etat vont bon train. La suspension de l'essentiel de l'aide internationale et les perturbations dans les exportations de noix de cajou annoncent des difficultés pour les autorités de transition.

Bien que la transition promue par la Cedeao prête le flanc à la critique, celle-ci représente pour l'instant la seule option. Les exigences radicales de Gomes Júnior et du PAIGC, soutenus par l'Angola et le Portugal, risquent de fragiliser davantage la situation. Même si certains sont tentés de s'accrocher à l'espoir que la transition s'effondre, perspective qui n'est pas par ailleurs complètement illusoire, il est plus sage de travailler avec la Cedeao dans le cadre qu'elle a instauré.

Les acteurs internationaux jugent que la Cedeao et ses principaux Etats membres font preuve de laxisme à l'égard de la junte. Ils estiment que, dans sa quête d'une solution négociée, l'organisation ouest-africaine a accordé trop d'avantages aux militaires, au détriment de la démocratie électorale, et ce essentiellement dans le but de contrecarrer l'influence angolaise. La communauté internationale s'est cependant dans son ensemble montrée pragmatique en acceptant le rôle majeur de la Cedeao, qui jouit d'une certaine crédibilité auprès de l'armée et du gouvernement de transition. Mais l'embarras demeure au sein des cercles diplomatiques quant à la réponse de l'organisation régionale à la situation. Cela complique la tâche du gouvernement de transition, en quête de reconnaissance internationale et de l'aide au développement suspendue, sans laquelle il sera difficile de réunir les ressources nécessaires pour mener à bien la transition et les réformes indispensables.

La Cedeao et plusieurs de ses Etats membres ont des intérêts légitimes en Guinée-Bissau et disposent d'un levier sur les nouvelles autorités. Cette influence peut et doit être utilisée pour parvenir à une solution pacifique. Cependant, l'organisation ouest-africaine, dont la stature dépend en partie du succès de son action, doit tirer les enseignements de l'expérience angolaise : elle ne doit pas agir sans le reste de la communauté internationale et s'empêtrer dans les conflits complexes qui divisent la Guinée-Bissau. Au contraire, elle doit aider le gouvernement de transition à prendre la mesure et à mettre en place ce qui est nécessaire pour renouer avec la communauté internationale : démontrer une vraie volonté de réforme. Pour que cela ait de véritables chances de se produire, la Cedeao et la CPLP doivent mettre de côté leurs luttes de pouvoir et élaborer une stratégie commune. La CPLP et ses Etats membres doivent faire montre de plus de flexibilité, et l'Union africaine (UA) doit jouer le rôle de facilitateur des discussions entre les deux organisations.

RECOMMANDATIONS

Sur la coordination internationale

Aux partenaires internationaux de la Guinée-Bissau, notamment la CPLP et ses Etats membres :

1. Soutenir le rôle de la Cedeao, en l'aidant à établir des critères clairs pour mesurer les progrès de la feuille de route que les autorités de transition doivent préparer ; et faire de la réalisation de ces critères une condition de la reprise de l'aide internationale au développement et des investissements.

A l'Union africaine (UA) :

2. Soutenir, à travers le représentant spécial de l'UA à Bissau, les tentatives d'amélioration de la coordination entre les partenaires internationaux, notamment la Cedeao et la CPLP.

A la Cedeao et ses Etats membres, en particulier le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Nigéria et le Sénégal :

3. Elaborer, à partir de consultations avec notamment la CPLP et les autorités de transition, un mandat pour la mission de la Cedeao à Bissau (Ecomib), pour lequel l'organisation devra ensuite obtenir l'approbation du Conseil de sécurité de l'ONU.

Sur la transition

Aux autorités de transition :

4. Elaborer, conformément au programme de transition présenté le 21 juillet, et à partir de consultations avec la majorité parlementaire du PAIGC et avec la Cedeao et les autres partenaires internationaux, une feuille de route de transition détaillée et inclusive qui comprenne les éléments suivants :
 - a) l'élection d'un nouveau président de l'Assemblée et une recomposition partielle du gouvernement pour permettre la représentation des différentes tendances du PAIGC dans les institutions de transition ;
 - b) des élections présidentielle et législatives libres, équitables et transparentes d'ici mai 2013, et une garantie de la participation de Carlos Gomes Júnior ;
 - c) des ressources adéquates et un cadre légal pour que la Commission électorale (Comissão Nacional de Eleições, CNE) puisse réexaminer les listes électorales et créer un fichier électoral biométrique ;

- d) des garanties pour la liberté totale des médias, publics et privés, y compris mais pas seulement en période de campagne électorale ;
- e) le renouvellement d'un dialogue ouvert entre les forces armées, les autorités civiles et le public quant à la place de l'armée dans la société guinéenne ;
- f) le lancement de la réforme du secteur de la sécurité (RSS), en commençant avec le programme d'application rapide du Fonds spécial de retraite, que la Cedeao s'est engagée à financer ;
- g) le remplacement des arrangements informels, irréguliers et parfois illégaux qui servent de revenus à l'armée par des salaires convenables versés à travers un système biométrique transparent ; et
- h) l'exigence de la création d'une commission d'enquête internationale sur les assassinats de personnalités politiques et militaires de premier plan qui ne tombent pas sous la loi d'amnistie de 2007.

Aux partenaires internationaux de la Guinée-Bissau :

5. Soutenir la capacité de la CNE à superviser les processus électoraux et aider les organisations de la société civile à créer des réseaux d'observateurs électoraux nationaux, qui doivent inclure une surveillance indépendante de la presse.

A la Cedeao :

6. Prévoir la création d'un contingent armé fiable pour protéger les hommes politiques qui souhaitent participer aux élections présidentielle et législatives, y compris Carlos Gomes Júnior.
7. Confirmer et s'assurer de la disponibilité des financements précédemment promis pour la création du Fonds spécial de retraite.

Au Conseil de sécurité de l'ONU :

8. Autoriser la création d'une commission internationale pour enquêter sur les assassinats de personnalités politiques et militaires de premier plan qui ne tombent pas sous la loi d'amnistie de 2007.

Sur le développement économique et social

Aux autorités de transition :

9. Faire une priorité de la réduction des inégalités entre la capitale et le reste du pays au travers de l'aide au développement.

Dakar/Bruxelles, 17 août 2012

AU-DELA DES LUTTES DE POUVOIR : QUE FAIRE FACE AU COUP D'ETAT ET A LA TRANSITION EN GUINEE-BISSAU ?

I. INTRODUCTION

Carlos Gomes Júnior est devenu Premier ministre de la Guinée-Bissau à la suite de la victoire de son parti, le Parti africain d'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (Partido Africano da Independência da Guiné e Cabo Verde, PAIGC), aux élections de 2008. Après une décennie inaugurée par la guerre de 1998 et caractérisée par des coups d'Etat, des assassinats non élucidés et des trafics de stupéfiants restés impunis, il semblait sur le point de devenir le premier dirigeant à terminer un mandat depuis l'instauration du multipartisme en Guinée-Bissau.

Sous son mandat, la Guinée-Bissau a pourtant connu une forte agitation politique. En avril 2010, Gomes Júnior avait été arrêté par des soldats mutinés, en compagnie du chef d'état-major de l'armée de l'époque, Zamora Induta. Sous de fortes pressions internes et internationales, le premier ministre avait été libéré. En décembre 2011, le nouveau chef d'état-major, António Injai, a contrecarré une nouvelle tentative de coup d'Etat tandis que les soldats de la mission militaire angolaise assuraient la protection de Gomes Júnior. Mais en se portant candidat pour remplacer le président Malam Bacai Sanhá, décédé d'une maladie en janvier 2012, Gomes Júnior a pris un risque de trop. Figure redoutable et controversée, il avait trop d'ennemis au sein de l'armée et de la sphère politique, y compris au sein de son propre parti, le PAIGC. Sans faire de victimes, le coup d'Etat du 12 avril 2012 a entraîné l'isolement international de la Guinée-Bissau, reprise dans un cercle vicieux fait de pauvreté, de crime, de militarisation, de clientélisme et de violence politique de basse intensité.

Ce rapport traite du coup d'Etat d'avril, de ses causes et de ses conséquences. Il fournit une analyse sur la transition qui s'est mise en place, en mettant l'accent sur les luttes diplomatiques complexes en cours, et s'interroge sur la possibilité et les conditions pour que la transition constitue une opportunité de réforme.

II. CHRONIQUE D'UN COUP D'ETAT

Tôt dans la soirée du 12 avril, des éléments armés des FAGB se sont déployés à travers la ville de Bissau et ont pris le contrôle de plusieurs lieux clés : la présidence, le siège du parti au pouvoir, le PAIGC et les locaux des radios privées et publiques. Le président par intérim, Raimundo Pereira, a été arrêté sans résistance, mais des coups de feu ont été tirés sur la résidence de Carlos Gomes Júnior, qui semblait jusqu'alors favori pour remporter le second tour de l'élection présidentielle prévu le 29 avril.¹ Après son arrestation, l'armée a resserré son contrôle sur la ville, instaurant des postes de contrôle autour des ambassades et des barrages routiers sur les principales artères. Ce soir-là, une junte a pris le pouvoir à travers une action bien organisée et apparemment sans violence ni victime.²

Dans les jours qui ont suivi le coup d'Etat, plusieurs cas de harcèlement contre d'importants partisans de Gomes Júnior ont été rapportés. Des maisons et des bureaux ont été pillés. Aly Silva, un blogueur influent et controversé, a été agressé par des soldats et son matériel lui a été confisqué. Les FAGB auraient depuis remis une partie des biens saisis aux autorités de transition.³ Des arrestations et tentatives d'arrestations de personnalités importantes du PAIGC ont été signalées, notamment des ministres, gouverneurs et administrateurs de secteur.⁴ La junte main-

¹ Gomes Júnior, le président du PAIGC, était Premier ministre depuis les élections législatives de 2008. Il a démissionné le 10 février 2012 afin de participer à l'élection présidentielle, transmettant ses responsabilités à Adiatu Djaló Nandigna, une membre du PAIGC qui compte parmi ses proches. Il a remporté 49 pour cent des suffrages lors du premier tour de scrutin le 18 mars.

² La presse n'a pas fait état de victimes depuis le 12 avril. L'hôpital de Bissau était calme ce soir-là, bien que certaines sources indépendantes aient évoqué la présence mystérieuse de soldats à la morgue. Courrier électronique de Crisis Group, militant de la société civile, 19 avril 2012.

³ « Guinée-Bissau: Militares entregam a governo de transição 15 viaturas tiradas ao governo deposto », Agência Angola Press (Angop), 31 mai 2012.

⁴ Les administrateurs de secteur se situent au niveau intermédiaire de l'administration territoriale, sous les gouverneurs de

tient néanmoins que toutes les personnes arrêtées ont été libérées.

Certains hauts responsables, comme Adiatu Djaló Nandigna, qui avait succédé à Gomes Júnior au poste de Premier ministre après la démission de ce dernier pour participer à l'élection présidentielle, se sont réfugiés dans des ambassades et autres enclaves diplomatiques. Un certain nombre d'entre eux a ensuite quitté le pays. Desejado Lima da Costa, le président de la Commission électorale (Comissão Nacional de Eleições, CNE), qui fait partie du PAIGC et était largement perçu comme un partisan de Gomes Júnior, a tenté de regagner son bureau après avoir quitté son refuge à la représentation diplomatique de l'UE. Mais il a été expulsé par des hommes en uniforme et, selon ses dires, brutalisé.⁵

Le fonctionnement du PAIGC de Gomes Júnior n'a pas été interrompu ; au siège du parti, situé sur une des places principales de Bissau, l'activité n'a pas cessé et les réunions et conférences de presse se sont succédé.⁶ Les forces de sécurité n'ont cependant pas autorisé les manifestations. Si elles ont officiellement annulé l'interdiction qu'elles avaient au départ émise, plusieurs tentatives mobilisant des dizaines de personnes pour protester contre le coup d'Etat ont été réprimées. Le 15 avril, deux manifestants ont été blessés, le 25 mai, un autre a subi un sort identique, et il en a été de même le 27 juin. En mai, Amnesty International s'est dite préoccupée quant à l'état de la liberté d'expression mais a affirmé que le coup d'Etat n'avait pas entraîné une détérioration de la situation en matière de droits de l'homme.⁷

La nature de la junte, qui se dénomme *comando militar* (commandement militaire), s'est progressivement éclaircie. Elle était dirigée par des officiers de haut rang issus du groupe ethnique balante, et elle aurait, semble-t-il, maintenu des officiers non balantes sous surveillance pendant plusieurs jours.⁸ La situation du chef d'état-major de l'armée, António Injai, a d'abord semblé ambiguë. A

l'origine, la junte avait affirmé avoir procédé à son arrestation, mais des partisans de Gomes Júnior assuraient qu'il était derrière le coup d'Etat.⁹ La junte soulignait que la hiérarchie des FAGB restait inchangée. Le directeur de cabinet d'Injai, le lieutenant-colonel Daba na Walna, a endossé le rôle de porte-parole de la junte, et le vice-chef d'état-major, Mamadu Turé « Nkrumah », ainsi que les chefs d'état-major des armées de terre, de l'air et de la marine, ont participé aux activités de celle-ci. Injai en a fait de même quelques jours plus tard.

Figure influente et controversée, Bubo na Tchuto, l'ancien chef d'état-major de la marine, qui avait été arrêté lors de la tentative avortée de coup d'Etat de décembre 2011 mais n'était pas l'objet de poursuites judiciaires, a été maintenu sous surveillance à la base militaire de Mansoa jusqu'au 20 juin. Il a ensuite été libéré, mais l'armée l'a gardé en vue jusqu'à son départ au Sénégal en juillet, officiellement pour des raisons médicales.¹⁰

La junte a tenté de se justifier à travers plusieurs communiqués de presse. Elle a notamment expliqué son action en dénonçant un accord secret qui aurait été signé par Gomes Júnior et Raimundo Pereira avec l'Angola, accordant à sa mission militaire (Missão de Segurança de Angola na Guiné-Bissau, Missang) la permission d'agir contre les FAGB. Pour prouver cette affirmation, le 18 avril, la junte a rendu publique une lettre écrite par Gomes Júnior, datée du 9 avril, adressée au secrétaire général des Nations unies et demandant au Conseil de sécurité l'envoi à Bissau d'une opération de maintien de la paix.¹¹

La Missang a maintenu son siège au Palace Hotel de Bissau. La police d'intervention rapide (Policia de Intervenção Rapida, PIR), largement perçue comme étant proche de Gomes Júnior, a d'abord opéré un retrait visible, sur ordre de ses chefs.¹² D'autres éléments de la police ont néanmoins discrètement repris leurs activités, mais non sans risque. Le 31 mai, un officier de la police judiciaire chargé d'enquêter sur une plainte contre un parachutiste

région. Les désignations à ces fonctions sont contrôlées par le pouvoir politique.

⁵ « Guinée-Bissau : le président de la Commission électorale expulsé de son bureau par des hommes armés », Xinhua, 2 juin 2012.

⁶ Fin avril, la tentative par des militants PAIGC hostiles à Gomes Júnior de s'emparer du siège du parti a échoué. La junte n'est pas intervenue.

⁷ Voir « Amnesty International's concerns following the coup in April 2012 », mai 2012 ; et les commentaires de Marisé Castro dans « Division and stasis in Guinea-Bissau », Integrated Regional Information Networks (IRIN), 18 mai 2012.

⁸ A l'instar du vice-chef d'état-major de l'armée de terre, Augusto Mario Có. « Guinea-Bissau, Carlos Gomes Junior was arrested by the military », Portuguese News Network (PNN), 13 avril 2012.

⁹ Voir également la section III.A ci-dessous.

¹⁰ Pour plus d'informations sur na Tchuto et les événements de décembre 2011, voir le rapport Afrique de Crisis Group N°183, *Au-delà des compromis : les perspectives de réforme en Guinée-Bissau*, 23 janvier 2012, p. 28-30.

¹¹ La junte, qui a semblé considérer cette requête comme une menace, n'a pas fourni de preuve supplémentaire. La lettre a été évoquée lors d'une réunion du Conseil de sécurité le 13 avril et a été communiquée aux membres du Conseil le 24 avril. Annexe à « Letter dated 23 April 2012 from the Secretary-General addressed to the President of the Security Council », 24 avril 2012.

¹² Courrier électronique de Crisis Group, policier guinéen, 5 juin 2012.

dans le cadre d'une affaire familiale a été attrapé et battu par des soldats.¹³

Le 15 avril, l'annonce de l'arrivée d'une force portugaise à Bissau a suscité l'inquiétude, bien que Lisbonne ait souligné qu'elle avait pour seule mission la préparation d'une éventuelle évacuation des 4 000 citoyens portugais résidant en Guinée-Bissau.¹⁴ Peu après, environ 10 000 personnes ont quitté la capitale pour gagner la campagne ou le Sénégal voisin.¹⁵ La junte a alors annoncé la fermeture des frontières et a affirmé qu'elle défendrait l'intégrité territoriale du pays. La force portugaise n'a pas atteint la Guinée-Bissau et est retournée au Portugal le 9 mai. La plupart des civils guinéens déplacés sont depuis revenus à Bissau.

La junte a rapidement entamé des discussions avec les partis politiques et les représentants de la Cedeao. Le lendemain du coup d'Etat, elle a tenu plusieurs réunions avec les principaux dirigeants de l'opposition, dont des dissidents du PAIGC qui n'avaient pas soutenu Gomes Júnior lors de l'élection présidentielle. En revanche, le parti dirigeant, sous la direction de son secrétaire permanent, Augusto Olivais, a refusé de participer à ces réunions jusqu'à ce que Gomes Júnior et Pereira soient libérés. Le 16 avril, une mission technique de la Cedeao a rencontré la junte, les partis politiques et la société civile.

Le 18 avril, la junte a organisé la signature d'un « accord pour la stabilisation et le maintien de la Constitution et de l'ordre démocratique » par de nombreux partis d'opposition, dont le PRS de Kumba Yalá. Deux des principaux opposants de Gomes Júnior, Serifo Nhamadjo et Henrique Rosa, n'ont pas participé.¹⁶ L'accord prévoyait la dissolution des pouvoirs législatif et exécutif et leur remplacement pendant deux ans par un Conseil national de transition (Conselho Nacional de Transição, CNT), une législature ad hoc, ainsi qu'un gouvernement d'union nationale et un président de transition. Le 19 avril, il a été annoncé que Nhamadjo, le président du parlement (Assembleia Nacional Popular, ANP), deviendrait président de transition, et que Braima Sori Djaló, un dirigeant du PRS et le premier vice-président de l'ANP, serait à la tête

du CNT. La junte a affirmé que Gomes Júnior et Pereira seraient libérés dès lors que ces institutions de transition seraient en place.

Cette première tentative d'imposition d'une transition politique s'est heurtée à une levée de boucliers de la communauté internationale.¹⁷ Nhamadjo a refusé la présidence, soulignant qu'il n'avait pas été consulté et qu'il ne coopérerait pas avec des institutions illégales.¹⁸ La junte s'est rétractée, affirmant que l'accord n'était qu'une proposition, qu'elle était disposée à dialoguer et qu'elle espérait trouver une solution « dans le cadre de la Cedeao ».¹⁹ A la suite de négociations supplémentaires avec la société civile et les partis politiques, la junte a annoncé le 22 avril la création d'un « forum » de consultation ouvert à tous. Il s'agissait là d'une manœuvre pour embarrasser le PAIGC, qui a fini, sous la pression de la société civile, par accepter de participer au dialogue.²⁰

Malgré le rejet de la proposition de transition par la communauté internationale, la Cedeao a continué les contacts et a tenu un sommet à Abidjan le 26 avril, auquel des représentants de la junte ont participé.²¹ L'organisation a obtenu la libération de Gomes Júnior et de Pereira, qui ont été transférés à Abidjan le 27 avril puis à Lisbonne le 16 mai. La Cedeao a appelé toutes les parties à accepter sa médiation en faveur d'une transition consensuelle, prévoyant des élections dans l'année à venir. Elle a également annoncé le déploiement d'éléments de sa Force en attente afin, « entre autres », de fournir une assistance au retrait de la Missang, d'aider au lancement rapide de la réforme du secteur de la sécurité et de garantir le bon déroulement de la transition.²²

¹³ « Guinée-Bissau: Agente da PJ raptado e agredido por militares », PNN, 4 juin 2012.

¹⁴ Lorsqu'il a affirmé que la force avait été envoyée dans le « cadre d'un soutien de nature diplomatique », le ministre portugais de la Défense a, semble-t-il, contredit les déclarations initiales selon lesquelles le Portugal avait l'intention de faire pression sur la junte. « Guiné: força portuguesa começa a regressar hoje », tvi24, 8 mai 2012.

¹⁵ « Amnesty International's concerns », op. cit., p. 4.

¹⁶ Cette information repose sur la version PDF de l'accord, qui a été largement distribuée. La signature des membres de la junte n'y a pas été apposée, probablement parce qu'ils affirmaient ne pas détenir d'autorité politique.

¹⁷ « L'ONU menace la junte au pouvoir en Guinée-Bissau de sanctions », *Le Monde*, 21 avril 2012 ; « Guinée-Bissau: UE "pronta" a aplicar sanções », tvi24, 23 avril 2012.

¹⁸ « Bissau : Nhamadjo refuse sa nomination », Agence France-Presse, 21 avril 2012. Djaló, dont le parti, le PRS, est minoritaire à l'Assemblée, ne se serait pas exprimé au sujet de cette nomination.

¹⁹ « Guinée-Bissau : les militaires acceptent de rendre le pouvoir aux civils, le calendrier dépend de la CEDEAO », Xinhua, 18 avril 2012. La junte n'a pas fait mention d'autres acteurs internationaux.

²⁰ « PAIGC condiciona diálogo a conhecer "verdadeiro líder" do golpe de Estado », Lusa (agence de presse), 23 avril 2012.

²¹ Il s'agissait de Daba na Walna, porte-parole de la junte, Sanha Clussé, officier de haut rang de la marine, et Celestino de Carvalho, président de l'Instituto Nacional de Defesa, nommé depuis ministre de la Défense du gouvernement de transition.

²² Ces aspects demeurent les seuls éléments constitutifs du mandat de ce qui est désormais la mission de la Cedeao à Bissau (Ecomib). « Communiqué final : sommet extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de la Cedeao », Abidjan, 26 avril 2012.

Mais trois jours plus tard, la Cedeao a annoncé des « sanctions diplomatiques, économiques et financières » immédiates contre la Guinée-Bissau, soulignant qu'il était « inutile de poursuivre [le dialogue] puisqu'il est apparu évident que le chef de la junte militaire n'est pas prêt à négocier ». ²³ Le porte-parole de cette dernière a souligné que l'armée approuvait toutes les conditions émises par la Cedeao, à l'exception de la réinstallation du président par intérim Pereira. ²⁴

Un autre sommet de la Cedeao, organisé à Dakar le 3 mai, a confirmé à la fois la durée d'un an pour la période de transition et les sanctions contre la junte. ²⁵ La réunion a également produit une feuille de route selon laquelle l'ANP demeurerait en place et élirait un nouveau président, qui remplacerait Pereira au poste de président par intérim ; le président actuel de l'Assemblée serait remplacé par un premier vice-président nouvellement élu ; et un « Premier ministre avec les pleins pouvoirs » serait désigné. Le document prévoyait également que ni ce dernier, ni le président par intérim ne serait autorisé à participer aux élections législatives et présidentielle, et que le mandat de l'Assemblée serait prolongé jusqu'à la fin de la transition.

Conformément à la position adoptée par Gomes Júnior, les parlementaires du PAIGC ont rejeté la feuille de route de Dakar visant à désigner un nouveau président de l'Assemblée. Le président intérimaire de l'Assemblée, Serifo Nhamadjo, a quant à lui accepté la présidence de la République par intérim le 11 mai, à l'issue d'une réunion entre des militaires, des figures de l'opposition et la Cedeao. Il a appelé le PAIGC à choisir un Premier ministre, mais les partisans de Gomes Júnior ont à nouveau refusé de s'associer à quelque forme de transition que ce soit. ²⁶ En réaction, une majorité de partis d'opposition, ainsi que le nouveau président de l'Assemblée par intérim, Braima Sori Djaló, ont signé un pacte le 16 mai. Cet accord, qui reprenait les principes énoncés par la Cedeao à Dakar, prévoyait également la transformation de la présidence par intérim en un poste de transition détenant plus de pouvoir.

Rui Duarte Barros, un proche du PRS, a été nommé Premier ministre « par un consensus de partis signataires ». ²⁷

Le 18 mai, les partis d'opposition, le nouveau président de l'Assemblée et la junte ont signé un nouvel accord, mettant l'accent sur la subordination de l'armée au pouvoir civil et promettant des avancées en matière de réforme du secteur de la sécurité (RSS), ainsi que des enquêtes sur les assassinats politiques des années précédentes. Le document prévoyait l'adoption d'une loi d'amnistie pour tous les putschistes et l'installation d'un juge à la présidence de la CNE (impliquant ainsi la révocation de Lima da Costa, présumé proche de Gomes Júnior). L'accord comprenait également la participation au processus législatif des partis non représentés au parlement, la sélection des membres du gouvernement à l'issue de consultations avec les partis signataires et la hiérarchie militaire, ainsi que la répartition des postes de gouverneurs et d'administrateurs de secteur parmi « ceux qui n'ont pas été choisis pour rejoindre le gouvernement », à condition qu'ils disposent des « compétences adéquates ». ²⁸

Un gouvernement a ensuite été formé, composé d'hommes politiques généralement opposés à Gomes Júnior et issus de différents partis, PAIGC inclus, d'anciens conseillers du président Sanhá et de technocrates qui avaient été marginalisés sous Gomes Júnior. Le ministère de la Défense et le secrétariat d'Etat chargé des anciens combattants ont été confiés à des militaires d'active. Le 22 mai, la junte a été dissoute. Le 15 juin, le gouvernement a annoncé un programme en quatre points, qui a ensuite été développé sous la forme d'un document de huit pages que le Premier ministre a présenté aux partis politiques le 21 juillet. Il prévoyait la tenue d'élections législatives et présidentielle, le renforcement de la justice et la lutte contre l'impunité, la lutte contre le crime organisé, la corruption et le trafic de drogue, et la RSS. ²⁹

En contradiction avec l'accord du 18 mai, Lima da Costa a repris ses fonctions à la tête de la CNE après une réunion avec le président Nhamadjo. ³⁰ Depuis, la commission électorale se consacre à la préparation des élections, pour lesquelles elle a émis une proposition de budget (5 millions

²³ « ECOWAS sanctions Guinea Bissau after failed talks », communiqué de presse no. 124/2012, Banjul, 1^{er} mai 2012. Cette annonce a fait suite à une rencontre présidée par le chef d'Etat gambien Yahya Jammeh entre le groupe de contact créé lors du sommet de la Cedeao et des représentants de la junte, des partis politiques et de la société civile.

²⁴ « Guinée-Bissau : sanctions ouest-africaines après un revirement de la junte », Agence France-Presse, 30 avril 2012.

²⁵ « Communiqué final : sommet extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de la Cedeao », Dakar, 3 mai 2012.

²⁶ « Guinée-Bissau : Presidente de transição insta PAIGC a sugerir nome para primeiro-ministro », Lusa, 15 mai 2012.

²⁷ República da Guiné-Bissau, « Pacto de transição política », 16 mai 2012. Barros, âgé de 48 ans, a un père portugais et une mère balaise. Cet ingénieur formé à Cuba a participé aux gouvernements du président Yalá (2001-2003) et était commissaire à l'Union économique et monétaire ouest-africaine jusqu'en septembre 2011. Il conserve des liens avec Yalá et appartiendrait peut-être encore à son parti, le PRS.

²⁸ República da Guiné-Bissau, « Acordo político », 18 mai 2012.

²⁹ « Comunicado do Governo », Bissau, 15 juin 2012 ; « Guinée-Bissau: Primeiro-ministro de transição apresenta Programa do governo », Lusa, 21 juillet 2012.

³⁰ « Presidente da CNE convidado a retomar funções », Angop, 14 juin 2012.

d'euros) et a demandé au gouvernement d'inciter l'ANP à modifier la loi électorale pour permettre un recensement électoral biométrique.³¹

Le retour au pouvoir civil a permis un autre développement important : le retrait de l'armée angolaise. Avec l'accord de la junte, l'Ecomib a déployé 629 policiers et soldats nigériens, burkinabè et sénégalais début juin, s'installant à l'académie militaire de Cuméré, récemment rénovée et située à 35 kilomètres de Bissau.³² La Missang a, quant à elle, effectué son retrait sans incident entre les 6 et 9 juin.

Si la structure institutionnelle nécessaire à la transition semble désormais en place, elle reste fragile et sujette à négociation. La majorité parlementaire du PAIGC, dirigée par Rui Diã de Sousa, refuse de collaborer avec le gouvernement de transition et avec le président de l'Assemblée, Braima Sori Djaló, membre du PRS et favorable au processus en cours. Les députés boycottent les sessions, provoquant leur ajournement faute de quorum, et exigent l'élection d'un nouveau président de l'Assemblée.³³ Leurs objectifs demeurent incertains : souhaitent-ils obtenir la présidence de l'Assemblée pour affaiblir les autorités de transition et défendre Gomes Júnior, ou bien tentent-ils de négocier avec le nouveau pouvoir les termes de leur inclusion ? Ou encore poursuivent-ils ces deux objectifs à la fois ? Des discussions entre le président par intérim et des personnalités de premier plan du PAIGC ont lieu (au cours desquelles l'ancien ministre de la Défense et de l'Éducation, Aristides Ocante da Silva, joue un rôle clé). Certaines propositions ont même été formulées dans le but d'établir un gouvernement d'union nationale dirigé par un Premier ministre issu du PAIGC autre que Gomes Júnior.³⁴

Prenant conscience que les autorités de transition ont survécu à leurs premiers mois d'exercice du pouvoir, certains dirigeants du PAIGC, notamment ceux restés à Bissau et qui n'étaient pas particulièrement proches de Gomes

Júnior, pourraient envisager d'accepter les propositions de la Cedeao et de Nhamadjo, qu'ils avaient initialement rejetées. Plusieurs observateurs estiment que ce dernier s'attend depuis le début à ce que des députés du PAIGC se rallient progressivement à lui, ce qui lui permettrait de former sa propre majorité PAIGC à l'Assemblée.³⁵

Gomes Júnior ne s'est pas récemment exprimé publiquement sur l'éventuelle restructuration des autorités de transition. Il fait en effet face à une autre menace. Le pouvoir actuel a réitéré la nécessité de mettre fin à l'impunité, notamment en avançant dans les enquêtes sur les multiples assassinats de personnalités politiques encore non élucidés. Il s'agit d'une attaque directe à l'endroit de Gomes Júnior, accusé par ses adversaires d'être impliqué dans les assassinats, qui se sont tous produits lorsqu'il occupait la primature. Certaines accusations ont été explicites.³⁶ Le cas de Roberto Cacheu, une personnalité du PAIGC qui a disparu lors de la tentative de coup d'Etat de décembre 2011, constitue un exemple d'affaire non élucidée.³⁷ Gomes Júnior a dénoncé « une campagne pour le présenter comme un meurtrier », et a exigé des preuves de ces accusations, ainsi que la tenue de procès crédibles et le lancement d'une enquête internationale.³⁸

Au lendemain du coup d'Etat, les perspectives économiques semblaient inquiétantes, en raison de l'interruption des activités bancaires. La noix de cajou est la principale culture commerciale et le premier produit d'exportation. Lors de la saison, qui commence à la fin mars, les fermiers ont besoin de vendre leurs noix de cajou à des commerçants disposant de liquidités pour acheter du riz en prévision de la période de soudure agricole. Ce commerce est d'autant plus crucial en 2012 que la récolte locale de riz a été faible en 2011-2012 et que le prix mondial du riz a augmenté.³⁹ La capacité des zones rurales à réagir aux

³¹ « Guinée-Bissau: CNE quer alteração da Lei de recenseamento eleitoral », PNN, 19 juillet 2012.

³² Dirigée par Gnimanga Barro, un colonel burkinabè, l'Ecomib comprend 140 policiers et 160 militaires nigériens, 140 gendarmes burkinabè et près de 200 soldats sénégalais (pour la plupart du Génie, et auxquels s'ajoute une équipe médicale). Celle-ci a installé ses quartiers dans un lieu neutre, à l'extérieur de Bissau, alors que la Missang avait choisi pour siège un hôtel situé sur la route principale menant du centre-ville à l'aéroport et à proximité de bâtiments gouvernementaux importants. Cette décision avait alimenté les rumeurs selon lesquelles la mission angolaise avait l'intention d'intervenir directement dans les affaires guinéennes.

³³ « Parlamento guineense inicia trabalhos sem qualquer ordem do dia », Lusa, 29 juin 2012.

³⁴ « Partido União para Mudança propõe formação novo Governo liderado pelo PAIGC », Lusa, 6 août 2012.

³⁵ Cela pourrait expliquer pourquoi Gomes Júnior a reporté le congrès du PAIGC, initialement prévu en juillet 2012 et qui devrait se tenir en janvier 2013.

³⁶ Voir par exemple les déclarations de Boucounta Diallo, le conseiller juridique de la veuve de Nino Vieira : « La famille Vieira veut que Carlos Gomes Junior reste à l'écart du pouvoir et à la disposition de la justice », Radio France internationale (RFI), 10 mai 2012. Sur l'histoire de ces accusations, voir également la section III.B ci-dessous et le rapport de Crisis Group, *Au-delà des compromis*, op. cit., p. 21-23.

³⁷ « Carlos Gomes Júnior nega envolvimento na morte de Cacheu », PNN, 30 juillet 2012.

³⁸ « Carlos Gomes Jr. fala sobre o golpe de Estado de 12 de abril », Deutsche Welle, cité dans Ditadura do Consenso (ditaduradocenso.blogspot.com), 4 août 2012.

³⁹ Entretiens de Crisis Group, experts portugais en agriculture, Dakar, avril 2012.

chocs sur le marché des denrées alimentaires va probablement être mise à l'épreuve dans l'année qui vient.⁴⁰

La reprise rapide des opérations bancaires a constitué un soulagement pour les producteurs agricoles. Le port de Bissau fonctionne, bien qu'au ralenti. En juin, les autorités de transition ont dit espérer que le volume d'exportation de noix de cajou atteigne 150 000 tonnes en 2012. Même si ce chiffre était de 174 000 l'année précédente, cette estimation est peut-être trop optimiste. A la fin du mois de juin, les exportations du premier semestre ne s'élevaient qu'à 30 000 tonnes, et les projections pour le second semestre avoisinaient les 90 000. En juillet, le dirigeant d'une importante association d'agriculteurs a estimé que les exportations de noix de cajou atteindraient au mieux 100 000 tonnes d'ici la fin de l'année. Il a ajouté qu'une baisse des importations indiennes rendait la situation plus sombre encore.⁴¹ La contrebande de noix de cajou à destination de Ziguinchor, au Sénégal, a repris, aidant les régions du Nord à vendre leur production mais privant l'Etat de revenus importants. Les importations de biens de consommation ont continué mais sur un rythme ralenti, alimentant la hausse des prix.⁴²

La suspension de l'aide par les bailleurs de fonds tels que l'UE, les Etats-Unis, le Brésil, la Banque africaine de développement et la Banque mondiale affecte les autorités de transition, qui souffrent également de l'absence de reconnaissance internationale. Le 25 avril, les fonctionnaires se sont mis en grève après que la junte a annoncé que les traitements ne pouvaient pas être versés.⁴³ Le 25 mai, les autorités de transition ont souligné que tous les salaires seraient payés, et les syndicats ont demandé aux grévistes de se remettre au travail. S'il semble que tous les fonctionnaires n'aient pas reçu l'intégralité des salaires et des arriérés, la priorité a toutefois été accordée aux services de santé et d'éducation et les écoles publiques ont été rouvertes.⁴⁴ Une grève a cependant de nouveau éclaté

dans le secteur de la santé en juillet. En juin, l'expiration du contrat entre la Banque mondiale et l'entreprise sénégalaise Matforce, qui louait des générateurs à la compagnie nationale d'électricité, a affecté la fourniture d'électricité à Bissau. De nouveaux générateurs, que la Banque mondiale avait acquis précédemment, devraient bientôt être mis en service.

Dans ce contexte agité, les accusations liées au transit de cocaïne latino-américaine à destination du marché européen se sont multipliées. Le ministre portugais des Affaires étrangères a affirmé que ce trafic était la raison du coup d'Etat.⁴⁵ De nombreux partisans de Gomes Júnior décrivent ce dernier comme un rempart contre le trafic et laissent entendre que certaines figures des autorités de transition et de l'armée sont impliquées dans ce commerce illégal avec des responsables d'autres Etats membres de la Cedeao. Des accusations symétriques ont été formulées à l'endroit de Gomes Júnior et de ses alliés angolais.⁴⁶ Au-delà des accusations et contre-accusations difficiles à vérifier, des livraisons par avion et par bateau auraient eu lieu depuis le coup d'Etat, bénéficiant de la protection et du soutien logistique d'éléments des FAGB.⁴⁷

⁴⁰ Au cours de la guerre de 1998-1999, l'aide humanitaire était faible et l'exode massif des citoyens vers la campagne a été en grande partie pris en charge sur les ressources locales. Marina Temudo et Ulrich Schiefer, « Disintegration and resilience of agrarian societies in Africa ... A case study on the reception of urban war refugees in the South of Guinea-Bissau », *Current Sociology* (2003), p. 395-418.

⁴¹ « Guinée-Bissau: Governo de transição prevê exportar 150 mil toneladas de caju », Lusa, 14 juin 2012 ; « Venda de caju deverá cair 40% na Guiné-Bissau em 2012 », Deutsche Welle, 28 juin 2012 ; « Baisse de régime pour la noix de cajou en Guinée Bissau », Agence Ecofin, 25 juin 2012.

⁴² Entretien de Crisis Group, banquier guinéen, Bissau, mai 2012.

⁴³ « Guinée-Bissau: Comando Militar informa que não poderá pagar salário do mês de abril aos funcionários públicos », Lusa, 25 avril 2012.

⁴⁴ Courrier électronique de Crisis Group, chercheur européen résidant en Guinée-Bissau, 10 juin 2012.

⁴⁵ « Poder militar na Guiné é "permeável ao narcotráfico" », Lusa, 17 mai 2012.

⁴⁶ Entretiens de Crisis Group, diplomates et policiers, Dakar et Bissau, mai 2012 ; rapport de Crisis Group, *Au-delà des promesses*, op. cit., p. 23-25 ; « Guinée-Bissau: Comando militar diz-se alvo de "ataques" pela imprensa portuguesa », PNN, 23 mai 2012. Gomes Júnior s'est élevé contre le transit de drogue et a démenti les accusations selon lesquelles il serait responsable de l'instabilité politique et aurait toléré un tel trafic. « Bissau election marred by military assassination », Reuters, 19 mars 2012.

⁴⁷ Entretiens de Crisis Group, diplomates, Dakar et Bissau, mai et juin 2012. Sur les livraisons depuis le coup d'Etat, voir « Son pó, na Guiné... », Ditadura do Consenso (ditaduradocenso.blogspot.com), 20 juin 2012. Le prix de vente d'un kilo de cocaïne à Bissau était de 17 000 euros en octobre 2011. En décembre, peu après une livraison importante, il était tombé à 7 000 euros. En mai 2012, il était à 10 000 euros, ce qui indique que le marché était toujours bien approvisionné. En juillet, le prix fluctuait entre 12 000 et 15 000 euros, ce qui signifie que la quantité de cocaïne dans le pays était toujours importante mais qu'aucune nouvelle livraison n'avait eu lieu. « Armée et cocaïne font toujours bon ménage en Guinée-Bissau », RFI, 27 juin 2012. Peu avant le coup d'Etat, la police a fait état d'une saisie de quatre kilogrammes de cocaïne. « Guinée-Bissau : saisie de plus de quatre kg de cocaïne de février à mars », Xinhua, 21 mars 2012 ; courrier électronique de Crisis Group, expert de la police, 8 août 2012.

III. LES CAUSES DU COUP D'ETAT

La classe politique et l'armée guinéennes se rejettent tour à tour la responsabilité des problèmes que connaît le pays. Les hommes politiques aiment à dire qu'ils n'exercent que peu d'influence et que les militaires sont les véritables détenteurs du pouvoir. Ceci est faux : les deux sphères sont en constante interaction à plusieurs niveaux, tout en conservant chacune leur propre logique. A la suite du coup d'Etat, l'armée a choisi de rendre le pouvoir et a organisé son transfert à un gouvernement de nature essentiellement civile. Elle conserve néanmoins un droit de veto officieux sur les questions qu'elle estime importantes. Afin de comprendre le coup d'Etat, il est nécessaire de prendre en compte les logiques de ces deux acteurs, différentes mais intimement liées.

A. LA MEFIANCE DE L'ARMEE

Si la junte continue à brandir l'argument de « l'accord secret » entre Gomes Júnior et l'Angola pour justifier le coup d'Etat, ses actions s'inscrivent sans aucun doute dans la longue tradition de mauvaises relations entre l'armée et les autorités civiles, élément marquant de l'histoire de la Guinée-Bissau. La méfiance réciproque a connu son paroxysme au cours du mandat de Gomes Júnior.⁴⁸

Contrairement à ses voisins ouest-africains, la Guinée-Bissau a mené une guerre de libération. La branche armée du PAIGC a remporté la lutte contre le pouvoir colonial portugais, ce dont elle tire une forte légitimité que la guerre de 1998-1999 a encore réaffirmée. Cette guerre avait en effet commencé par une lutte au sein du PAIGC, mais elle a ensuite été perçue comme une seconde guerre de libération, cette fois contre le Sénégal et la Guinée (Conakry), deux pays qui étaient intervenus pour soutenir le président João Bernardo « Nino » Vieira contre le chef d'état-major rebelle Ansumane Mané. Depuis l'indépendance, l'armée s'est constamment méfiée des intentions du pouvoir civil à son égard. La RSS, qui passe par une réduction et une restructuration significatives des forces armées, ainsi que par un programme convenable de mise à la retraite de nombreux militaires, aurait dû être mise en œuvre depuis bien longtemps. L'armée, pléthorique, trop âgée et trop gradée, constitue un véritable fardeau financier pour l'Etat.⁴⁹

⁴⁸ Ces questions sont traitées en détail dans les rapports Afrique de Crisis Group N°142, *Guinée-Bissau : besoin d'Etat*, 2 juillet 2008, et *Au-delà des compromis*, op. cit.

⁴⁹ Seuls 15 pour cent des soldats sont âgés de moins de 30 ans, et 4 pour cent d'entre eux ont au-delà de 60 ans. Les officiers représentent plus de 40 pour cent du personnel militaire total, alors que les normes internationales oscillent autour de 8 pour

Aussi importantes que soient les faiblesses des FAGB, de nombreux soldats estiment qu'ils représentent les intérêts des Guinéens moyens contre ceux des élites en col blanc qui dominent l'Etat. Ces dernières sont perçues comme une minorité privilégiée qui s'est enrichie injustement et s'est parfois compromise par ses liens avec le Portugal à l'époque de la colonisation.⁵⁰ L'armée est parvenue à attiser le ressentiment populaire essentiellement parmi les Balantes, une communauté ethnique nombreuse, majoritairement rurale et fortement représentée au sein des forces armées.⁵¹ Les Balantes, qui ont été largement exclus du pouvoir lors de la période coloniale et après l'indépendance, nourrissent un profond sentiment de marginalisation pouvant facilement être instrumentalisé. Leur faible représentation dans les gouvernements de Gomes Júnior n'est que le premier élément d'une longue liste de doléances.

Le rôle que joue officieusement l'armée dans la défense du bien-être, la protection et la promotion des intérêts des communautés rurales, notamment des Balantes, confère à certains chefs militaires une forte légitimité, ainsi qu'un soutien au sein de réseaux clientélistes et familiaux. Bien qu'ils demeurent encore circonscrits, la surenchère de l'ethnicité et les stéréotypes se répandent. Certains partisans de Gomes Júnior parlent de « se débarrasser des Balantes », tandis que ses détracteurs l'accusent d'être un représentant de l'hégémonie illégitime des *burmedjus* (rouges) et des *cristons* (chrétiens), deux termes qui, dans le créole portugais de Bissau, désignent la petite minorité métisse chrétienne.⁵²

Les tensions entre le pouvoir civil et l'armée se sont aggravées sous Gomes Júnior. Homme politique endurci au style abrupt, il est perçu comme le citoyen type que l'armée aime haïr : fils d'un riche commerçant métis, il a servi dans l'armée portugaise lors des guerres de décolonisation. Il est également proche des milieux d'affaires portugais et sa richesse est en partie attribuée aux affaires qu'il aurait conclues avec Nino Vieira, chef de la guérilla devenu président (contre lequel il s'est finalement retourné). Gomes Júnior est souvent considéré comme « un étranger

cent. « Roadmap for the effective take-off of the security sector reform programme », rencontre extraordinaire des chefs d'état-major de la Cedeao, Bissau, 11-12 août 2011, p. 4-5.

⁵⁰ Entretiens de Crisis Group, officiers de l'armée guinéenne, septembre 2009.

⁵¹ D'après le recensement de 1991, les Balantes représentaient 26 pour cent. Álvaro Nóbrega, *A luta pelo poder na Guiné Bissau* (Lisbonne, 2003), p. 71-72. Sur la question balante, voir Marina Temudo, « From the Margins of the State to the Presidential Palace: The Balanta Case in Guinea-Bissau », *African Studies Review*, vol. 52, no. 2 (2009), p. 47-67.

⁵² Entretiens de Crisis Group, chercheurs et hommes politiques, Bissau, mai 2012, et courrier électronique, mars et juin 2012.

au service des étrangers ». ⁵³ Premier ministre depuis 2008, il a acquis une certaine popularité auprès des de la population. Pour les militaires cependant, il reste associé à une RSS perçue comme un instrument pour accroître son pouvoir au détriment de leurs droits, qui pour certains incluent la participation au lucratif trafic de cocaïne. ⁵⁴

La mutinerie d'avril 2010 contre le chef d'état-major de l'époque, Zamora Induta, au cours de laquelle Gomes Júnior avait été brièvement détenu, est une manifestation de cette crainte. Induta était considéré comme un allié du Premier ministre, et de nombreux chefs militaires influents estimaient qu'il se servait du prétexte de la RSS et de la lutte contre le trafic des stupéfiants pour réduire leur influence. L'armée avait alors remplacé Induta par António Injai, et de fortes pressions nationales et internationales avaient été nécessaires pour obtenir la libération du Premier ministre.

Le déploiement de la mission d'assistance militaire angolaise à Bissau en mars 2011 est une des conséquences de la mutinerie de 2010. C'est le président de l'époque, Malam Bacai Sanhá, qui avait négocié cette mission comme un compromis entre les FAGB et la communauté internationale (et en particulier la Cedeao), qui souhaitait l'envoi d'une véritable force internationale. ⁵⁵ Mais la méfiance est restée vive au sein de l'armée quant au mandat et au nombre de soldats composant la Missang. ⁵⁶ Sanhá est d'abord parvenu à apaiser les inquiétudes, mais au fur et à mesure que ses problèmes de santé l'écartaient de la vie politique, l'Angola et sa mission ont été perçus comme les défenseurs des ambitions présumées de Gomes Júnior de réduire l'armée pour mieux servir ses intérêts personnels. Le fait que ce dernier ait trouvé refuge à l'ambassade angolaise durant la tentative avortée de putsch de décembre 2011 constitue pour ses détracteurs une preuve supplémentaire que la Missang était davantage une force de protection du Premier ministre qu'une mission d'assistance.

L'amélioration de la performance et l'accroissement des effectifs de la police d'intervention rapide (PIR), une force considérée comme proche de Gomes Júnior, ont été interprétés comme une contestation directe du monopole de la violence détenu par l'armée. ⁵⁷ L'aide importante que l'Angola a fournie au développement de la PIR a semblé confirmer son parti pris en faveur de Gomes Júnior. Fait notable, avant le premier tour de l'élection présidentielle, les FAGB ont exigé le maintien de leur contrôle exclusif sur les armes lourdes. Et peu avant le scrutin, des soldats ont passé à tabac des policiers dans la rue, officiellement parce que le gaz lacrymogène que ces derniers utilisaient contre des manifestants avait pénétré dans les quartiers des FAGB. ⁵⁸ La PIR a pour un temps interrompu son activité au lendemain du coup d'Etat, consciente que l'armée risquait de mal tolérer sa présence dans les rues de Bissau.

Comprendre la méfiance des FAGB à l'égard de Gomes Júnior et des intérêts angolais peut permettre de lever le voile sur un des mystères entourant les événements d'avril : le sort d'Injai immédiatement après le coup d'Etat. La junte a affirmé avoir procédé à son arrestation et il n'a pas été aperçu lors de ses premiers événements publics. Il aurait toutefois bénéficié d'une certaine liberté. ⁵⁹ Les partisans de Gomes Júnior ont dénoncé une fausse arrestation destinée à préserver l'image d'Injai et affirmé qu'il était en réalité un des principaux instigateurs du putsch. Cela est possible, mais sa disparition initiale peut aussi être expliquée par les critiques que des militaires avaient émises envers sa proximité passée avec Gomes Júnior et l'Angola. Les rumeurs faisant état de cadeaux reçus de ces derniers allaient bon train, et il avait été accusé d'avoir trahi l'armée et les Balantes. ⁶⁰

Les relations entre Injai et ses camarades des FAGB s'étaient détériorées après la tentative de putsch de décembre 2011, puisqu'il a été tenu pour responsable de l'arrestation de Bubo na Tchuto, autre chef militaire balante important. ⁶¹

⁵³ Kumba Yalá a ainsi dénoncé Gomes Júnior : « Tout le monde sait qui est Carlos Gomez Junior. Moi, je suis Balantê [Balante], lui il est Mandingo, et cet autre-là est Foulani. ... Mais, lui [Gomes Júnior] alors qui il est ? De quelle ethnie ? De quelle région ? ». « Grands dossiers : réunion de la Cedeao à Abidjan : les dirigeants des 15 applaudiront-ils la médiation d'Alpha Condé ? », Guinée News, 25 avril 2012.

⁵⁴ Sur la popularité de Gomes Júnior auprès des acteurs civils, voir la section III.B ci-dessous. Sur la perception de l'armée, voir Carlos Cardoso, « The real reasons for the coup d'état in Guinea-Bissau », Pambazuka News, 17 mai 2012.

⁵⁵ Voir le rapport de Crisis Group, *Au-delà des compromis*, op. cit., p. 7.

⁵⁶ Ibid, p. 7-8, 11. Le nombre de soldats angolais, estimé à 200 ou 300, a toujours fait l'objet de spéculation. Après le 12 avril, les rumeurs à ce sujet se sont intensifiées. La presse avançait le chiffre de 600, alors que les sources officielles angolaises mentionnaient 249 soldats.

⁵⁷ La PIR comprend un noyau dur de 250 hommes formés en Angola dans le courant des années 2000, qui sont souvent appelés « Angolanos » à Bissau. 350 hommes supplémentaires ont été envoyés à Luanda pour recevoir une formation en décembre 2011.

⁵⁸ « Manifestação na CNE na Guiné-Bissau acaba com confrontos entre policia e militares », Lusa, 20 février 2012.

⁵⁹ Au cours d'un entretien, le lieutenant-colonel Daba na Walna n'a pas démenti l'arrestation d'Injai. Il a affirmé que ce dernier ne faisait pas partie de la junte, mais il a ajouté que son successeur n'avait pas encore été désigné. « Os revoltosos da Guiné-Bissau: "Se o Parlamento aceitar a vinda de uma força internacional, está bem" », *O Público*, 27 avril 2012.

⁶⁰ Voir le rapport de Crisis Group, *Au-delà des compromis*, op. cit., p. 17-18.

⁶¹ A la suite de la tentative de coup d'Etat de décembre, un chercheur européen expert de la région a relaté que des figures traditionnelles de la communauté balante ont organisé des cé-

En mars 2012, en demandant à la Missang de quitter le pays, Injai tentait peut-être de regagner la confiance de ses collègues de l'armée et des Balantes.⁶² Il demeure néanmoins plausible que la junte ait décidé de le marginaliser aux premières heures du coup d'Etat. Les FAGB sont dirigées par un cercle restreint, et le chef d'état-major, loin d'être tout puissant, n'est généralement qu'un *primus inter pares*.⁶³

L'armée se sentait sans aucun doute menacée par l'élection probable de Gomes Júnior à la présidence. La junte affirme que le coup d'Etat était une mesure de défense face à un Premier ministre qui remettait en cause son « droit à l'existence ». ⁶⁴ L'argument utilisé à maintes reprises par les putschistes selon lequel un accord secret avait été signé entre l'Angola et le Premier ministre pour anéantir les FAGB témoigne de la méfiance profonde des militaires à l'égard de Gomes Júnior.

Deux accusations formulées par l'armée confirment ces relations houleuses : d'une part, l'Angola aurait secrètement infiltré des armes lourdes et des forces spéciales dans le pays, et, d'autre part, la Guinée voisine, qui entretient de bonnes relations avec Luanda, pourrait servir de rampe de lancement d'une intervention angolaise. Fin mars, la Missang avait finalement répondu favorablement à Injai qui exigeait qu'elle quitte le pays, mais elle ne semblait pas encore avoir amorcé son retrait le 12 avril, ce qui a encore nourri les soupçons de l'armée. Pour cette dernière, des rumeurs selon lesquelles l'Angola tentait alors d'obtenir un mandat international pour légitimer sa présence témoignent de l'ampleur du danger auquel elle était confrontée.

B. UN CONTEXTE ELECTORAL TENDU

Alors que la junte maintient qu'elle est intervenue en réponse à une menace réelle contre les institutions militaires, sans lien avec les élections, les proches de Gomes Júnior sont convaincus que les dirigeants de l'opposition, en particulier Kumba Yalá, sont les véritables responsables du coup d'Etat.⁶⁵ Ces derniers ont réfuté toute implication et

ont pour la plupart officiellement condamné le putsch, bien que beaucoup d'entre eux coopèrent avec la junte.

Dans la sphère politique aussi, la polémique tourne essentiellement autour de Gomes Júnior, qui en est depuis dix ans au centre. Cet entrepreneur fortuné a connu son heure de gloire lors de son élection à la présidence du PAIGC en 2004. Premier ministre dans le gouvernement de transition de l'époque, il a été démis de ses fonctions en 2005, lorsque son ancien parrain, Nino Vieira, a repris la présidence du pays et a formé une nouvelle coalition parlementaire. Cependant, Gomes Júnior s'est de nouveau imposé face à Vieira grâce à l'écrasante victoire du PAIGC lors des élections législatives de novembre 2008. Leurs relations sont restées houleuses jusqu'à l'assassinat du président, quatre mois plus tard.

La légitimité électorale de Gomes Júnior, son habileté politique et sa collaboration avec des technocrates compétents ont attiré l'aide des bailleurs, que son gouvernement a utilisée de manière relativement efficace pour verser régulièrement les traitements des fonctionnaires, construire des infrastructures, développer certains services publics, ouvrir la voie aux investisseurs et améliorer la stabilité macroéconomique. Grâce à ces actions, il a joui d'une popularité internationale et nationale, surtout dans les zones urbaines. En revanche, ces opposants l'ont accusé de se servir des réductions d'effectifs dans la fonction publique et de la baisse de l'enveloppe salariale pour les exclure des avantages étatiques et de monopoliser les nominations et les appels d'offres au profit de son petit cercle d'alliés et de clients.⁶⁶

A la mi-2011, pour lutter contre l'hégémonie du Premier ministre, une douzaine de partis politiques, notamment le PRS et le Partido Republicano para Independência e Desenvolvimento (PRID), ont formé une coalition, le Colectivo da Oposição Democrática (COD). Elle a accusé Gomes Júnior d'être directement impliqué dans les assassinats de Vieira et de trois autres figures importantes en 2009.⁶⁷

rémonies pour retirer à Injai ses protections mystiques, moyen d'exprimer clairement leur désapprobation. Injai aurait demandé pardon. Courrier électronique de Crisis Group, 26 avril 2012.

⁶² « MISSANG vs EMGFA », Ditadura do Consenso (ditadura-doconsenso.blogspot.com), 28 mars 2012.

⁶³ Le chef d'état-major a souvent été élu par ses pairs, au lieu d'être nommé par les autorités politiques.

⁶⁴ « Comando militar justifica golpe em Bissau com “direito à vida” », Jornal de Notícias, 17 avril 2012.

⁶⁵ Cela a été exprimé clairement dans un entretien que Daba na Walna a accordé à un quotidien portugais. « Os revoltosos da Guiné-Bissau: “Se o Parlamento aceitar a vinda de uma força internacional, está bem” », *O Público*, 27 avril 2012. Mamadu Djaló Pires, ministre des Affaires étrangères sous Gomes Júnior,

l'a également affirmé lors d'une conférence du Centre de recherche ouest-africain, Dakar, 2 mai 2012, à laquelle Crisis Group a assisté. Entretiens de Crisis Group, activistes de la société civile, opposants, Bissau, juillet 2011, Dakar, septembre 2011 et janvier 2012.

⁶⁶ Entretiens de Crisis Group, activistes de la société civile, opposants, Bissau, juillet 2011, Dakar, septembre 2011, janvier 2012.

⁶⁷ Le chef d'état-major général Batista Tagme na Wai a été tué par une bombe en mars 2009, et le président Vieira a été assassiné quelques heures après. En juin 2009, Helder Proença, député et ancien ministre de Vieira, et Baciro Dabó, autre ancien ministre de Vieira et candidat à l'élection présidentielle, ont été tués pendant ce que les autorités ont présenté comme une tentative de coup d'Etat. La COD a été claire dans ses accusations contre Gomes Júnior. Voir sa lettre du 14 juillet 2011 au Procureur général de la République, à <http://prsgw.webnode.pt/>. Le

Malgré son démenti, en l'absence d'un processus judiciaire satisfaisant, ces affaires non élucidées ont entaché l'image de Gomes Júnior, y compris auprès des citoyens favorables à sa politique.⁶⁸

En 2009, malgré son pouvoir, Gomes Júnior n'a pas réussi à empêcher l'investiture de Sanhá par le PAIGC pour l'élection présidentielle. Une fois élu, ce dernier, ancien président de l'Assemblée, a joué un rôle de médiateur entre Gomes Júnior et ses nombreux adversaires militaires et politiques, notamment grâce au soutien apporté par les anciens du parti et ses bonnes relations avec l'armée. Sa mort en janvier 2012 a rendu le Premier ministre encore plus redoutable et ses ennemis encore plus inquiets que jamais.

La décision de Gomes Júnior de se présenter à la présidence a surpris beaucoup d'observateurs, puisque la Constitution confère officiellement davantage de prérogatives au Premier ministre. Après avoir annoncé sa candidature, les commentateurs ont généralement prédit sa victoire et un renforcement de son pouvoir, étant donné ses atouts : sa fortune personnelle, son pouvoir étatique, l'appareil PAIGC, sa popularité et l'appui de partenaires internationaux importants, en particulier le Portugal et l'Angola.⁶⁹ L'opposition et certains militants de la société civile craignaient que Gomes Júnior ne transforme de facto la Guinée-Bissau en un Etat à parti unique, stable, clientéliste et personnalisé. Certains accueillaient cette perspective favorablement, comme la seule alternative à la faillite de l'Etat guinéen, tandis que d'autres exprimaient de l'inquiétude.⁷⁰

La mort du président Sanhá et la prise de pouvoir intérimaire par le président de l'Assemblée, Pereira, conformément à la Constitution, ont exacerbé les craintes de l'opposition. La COD s'y est opposée en vain. En effet, Pereira est connu pour être un allié de Gomes Júnior, et la COD semblait penser que ce dernier pourrait échapper aux poursuites judiciaires grâce à la protection du nouveau président. La coalition a également demandé à Gomes Júnior d'avancer les élections, supposant qu'il préférerait un délai pour se préparer, ce que le Premier ministre a, de manière surprenante, accepté. Cela a obligé la COD à se

raviser et demander un temps supplémentaire pour réviser les listes électorales qui dataient de 2008 et ne prenaient donc pas en compte les citoyens ayant atteint la majorité depuis. Sans succès, la COD a également soutenu que Gomes Júnior ne pouvait pas se présenter car la Constitution exige que le Premier ministre démissionne 55 jours avant une élection.⁷¹

Gomes Júnior a rapidement obtenu l'aval du bureau politique du PAIGC. Au comité central, où son contrôle est moindre, il a manœuvré pour bloquer les candidatures de deux rivaux, Nhamadjo et le ministre de la Défense, Baciro Djá, tout en imposant un vote à main levée plutôt qu'à bulletin secret. Il a obtenu 244 des 351 votes, douze ont voté contre, dix se sont abstenus, et le reste est parti en protestation. Djá et Nhamadjo ont déclaré qu'ils se présenteraient en candidats indépendants.⁷²

La campagne a connu une multitude d'accusations de la part des figures de l'opposition contre ce qu'elles considéraient comme les pratiques abusives de Gomes Júnior, à savoir l'utilisation présumée des ressources étatiques pour faire campagne et l'usage du drapeau national comme bannière du PAIGC. Deux jours après le premier tour, le 20 mars, l'atmosphère s'est encore alourdie lorsque les trois principaux rivaux, Yalá, Nhamadjo et Rosa, ainsi que deux autres⁷³ – appelés les *cinco* (cinq) – ont conjointement dénoncé des fraudes électorales et ont rejeté les résultats du premier tour. Le lendemain, la CNE a annoncé que Gomes Júnior était en tête, avec presque 49 pour cent des voix, suivi par Yalá (24 pour cent), Nhamadjo (16 pour cent), Rosa (5 pour cent) et Djá (3 pour cent).⁷⁴ Cette annonce précipitée et la quasi-majorité obtenue par Gomes Júnior ont conduit plusieurs observateurs à penser qu'il avait reçu la majorité absolue mais qu'il a été décidé

PRID a été créé en mars 2008 par Aristides Gomes, un associé de Vieira, ancien Premier ministre et ancienne personnalité du PAIGC, il a concouru contre le PAIGC de Gomes Júnior en novembre 2008 lors des élections législatives, avec de faibles résultats. Le factionnalisme a récemment divisé le PRID entre deux groupes : celui d'Afonso Té, ouvertement partisan de la transition, et celui d'Aristides Gomes, plus réservé.

⁶⁸ Entretiens de Crisis Group, activistes de la société civile et citoyens, Bissau, juillet 2011 et mai 2012.

⁶⁹ Voir, par exemple, « Analista vaticina vitória de Carlos Gomes Júnior nas presidenciais da Guiné-Bissau », Angop, 7 mars 2012.

⁷⁰ Entretiens de Crisis Group, hommes politiques et activistes de la société civile, Bissau, juillet 2011.

⁷¹ « Guinée-Bissau : l'opposition refuse Raimundo Pereira comme président intérimaire » ; « Guinée-Bissau/présidentielle : le Premier ministre se dit candidat naturel du pouvoir », Agence France-Presse, 10 janvier, 25 janvier 2012.

⁷² « PAIGC face à atribulada escolha de Carlos Gomes Júnior », PNN, 7 février 2012. « Carlos Gomes Júnior é o candidato do PAIGC », Lusa, 4 février 2012. Gomes Júnior a menacé Djá et Nhamadjo de sanctions de la part du parti, mais aucune décision n'a été prise à l'époque.

⁷³ Rosa, un homme d'affaire indépendant ayant une réputation de bon gestionnaire et de forts liens avec l'Eglise catholique, a présidé la transition de 2003 à 2005. Il avait reçu 23 pour cent des suffrages lors du premier tour des élections de 2009, principalement dans les zones urbaines, où il a bénéficié du soutien discret de Gomes Júnior. Les deux candidats les plus faibles étaient Afonso Té, chef de l'une des deux factions PRID, et Serifo Baldé, du Partido Jovem.

⁷⁴ « Eleições presidenciais antecipadas de 18 de Março de 2012 », CNE, 21 mars 2012.

de réduire légèrement son résultat afin d'organiser un second tour, dans l'espoir de désamorcer les tensions.⁷⁵

Les missions de court terme des observateurs internationaux (menée par la Cedeao, l'UA et l'Union économique et monétaire africaine, et par un groupe parlementaire britannique) ont jugé l'élection libre et équitable.⁷⁶ Cependant, la fragilité structurelle du système électoral est connue, rendant possible les fraudes. Crisis Group a reçu plusieurs témoignages crédibles de personnes qui n'ont pu voter car quelqu'un avait signé les listes électorales en leurs noms.⁷⁷ D'autres ont également rapporté des sanctions ou des menaces de sanctions contre des fonctionnaires et des chefs de villages qui soutenaient des candidats de l'opposition, ainsi que des menaces sur la livraison d'équipements publics aux collectivités qui ne choisiraient pas le « bon » candidat.⁷⁸ Selon un militant de la société civile, des fraudes ont vraisemblablement été commises par chaque camp, même si les partisans de Gomes Júnior ont probablement eu plus d'opportunités et de moyens pour cela.⁷⁹

Malgré les protestations, beaucoup, dont des partisans de l'opposition, admettent que le résultat de Gomes Júnior n'était pas surprenant compte tenu de son bilan relativement bon en tant que Premier ministre, de son contrôle sur l'Etat et de ses ressources de campagne.⁸⁰ Nhamadjo a dû lutter pour conquérir les voix du PAIGC et de sa propre communauté peul, car Gomes Júnior avait lui aussi de puissants alliés chez les Peul, dont le ministre du Commerce Botché Candé. Le cœur de l'électorat de Rosa, les citoyens éduqués, est aussi connu pour apprécier Gomes Júnior. Yalá a pour sa part le soutien solide des Balantes,

qui représentent 26 pour cent de la population, incluant une grande partie de certains secteurs des régions de Tombali, Catio, Oio et Cacheu, qui lui ont garanti ainsi qu'à son parti entre un cinquième et un tiers des suffrages à chaque scrutin.

Un second tour entre Gomes Júnior et Yalá semblait donc crédible, même si certains dans l'opposition et parmi les observateurs internationaux ont soupçonné une falsification des résultats pour écarter Nhamadjo et ainsi rendre la victoire de Gomes Júnior inéluctable.⁸¹ En effet, malgré ses efforts pour restaurer son image et atteindre d'autres groupes que les Balantes (y compris au travers de sa conversion à l'islam en 2008), Yalá n'a pas réussi à rassurer les citoyens sur ses capacités à diriger le pays : beaucoup ont en tête le bilan désastreux de sa présidence (2000-2003). Sa victoire au second tour semblait hautement improbable,⁸² alors que le score de Nhamadjo face à Gomes Júnior semblait moins prévisible.

Insistant sur le fait que Gomes Júnior a bénéficié d'avantages indus, les *cinco* ont fait appel à la CNE, qui a estimé que leurs plaintes n'étaient pas suffisamment fondées et que les cas documentés n'altéraient pas significativement le résultat.⁸³ La Cour suprême a confirmé ces conclusions le 8 avril. A cause du retard pris du fait de ces plaintes, la CNE a reporté le second tour d'une semaine, au 29 avril. Les *cinco* ont maintenu leur position et Yalá a refusé de participer au second tour. Une mission commune de l'ONU, de la Cedeao et de l'UA n'est pas parvenue à résoudre le contentieux électoral, de même qu'une commission nationale de facilitation du dialogue. La désignation par la Cedeao du président de la Guinée (Conakry), Alpha Condé, comme médiateur le 2 avril n'a pas mieux fonctionné : les *cinco* l'ont rejeté, accusant Condé d'être de parti pris en faveur de Gomes Júnior.⁸⁴

Les partisans de Gomes Júnior ont accusé les *cinco* d'avoir encouragé l'intervention militaire. Nhamadjo et Yalá sont connus pour leurs liens avec les FAGB, et le PRS de Yalá a souvent mis en avant les frustrations des Balantes et alimenté les suspicions de l'armée envers Gomes Júnior

⁷⁵ Les résultats ont été publiés le 24 mars. « Guinée-Bissau: CNE divulga resultados preliminares das Eleições Presidenciais », PNN, 21 mars 2012 ; entretiens de Crisis Group, diplomates et hommes politiques guinéens, Dakar, avril 2012, et Bissau, mai 2012.

⁷⁶ Voir « Déclaration préliminaire », Mission d'observation de la Cedeao de l'élection présidentielle du 18 mars 2012 en Guinée-Bissau, 20 mars 2012 ; « UEMOA afirma que escrutínio obedeceu as normas democráticas », Angop, 21 mars 2012 ; « Interim statement », All-Party Parliamentary Group for Guinea-Bissau, 28 mars 2012.

⁷⁷ Entretiens téléphoniques et courriers électroniques de Crisis Group, électeurs guinéens, mars et avril 2012. Le processus était susceptible de fraudes, étant donné que les cartes d'électeurs n'étaient pas biométriques et n'incluaient pas de photographie et que la plupart des guinéens n'ont pas de papiers d'identité, qui sont d'ailleurs rarement requis pour voter.

⁷⁸ Courrier électronique de Crisis Group, chercheur européen habitant en Guinée-Bissau, 10 juin 2012.

⁷⁹ Courrier électronique de Crisis Group, 24 avril 2012.

⁸⁰ Un diplomate a remarqué l'omniprésence des affiches représentant Gomes Júnior et des drapeaux du PAIGC à travers le pays, tandis que la campagne des autres candidats était assez peu visible. Entretien de Crisis Group, Dakar, 23 avril 2012.

⁸¹ Entretiens de Crisis Group, diplomates, Dakar, avril 2012, et hommes politiques, Bissau, mai 2012.

⁸² En plus de se convertir, Yalá a adopté le nom de famille de son professeur d'islam peul, Embalo. « Kumba Ialá pede desculpa ao povo guineense pelos erros do passado », Lusa, 11 février 2012. Sur sa présidence, voir le rapport de Crisis Group, *Guinée-Bissau : besoin d'Etat*, op. cit., p. 14-16.

⁸³ Communiqué de presse de la CNE, 27 mars 2012.

⁸⁴ Condé est réputé proche du président angolais. Depuis sa prise de fonction en décembre 2010, il a reçu une aide angolaise en matière de sécurité et un prêt de 150 millions de dollars. Entretiens de Crisis Group, militant de la société civile, 24 avril 2012, et homme politique guinéen, 19 juin 2012.

et la Missang.⁸⁵ Le 4 avril, l'opposition a tenu un rassemblement à Bafatá appelant au retrait de la mission angolaise. Quelques heures avant le coup d'Etat, Yalá a prévenu que quiconque participerait à la campagne devrait en subir les « conséquences ».⁸⁶

Il est possible que certains opposants politiques aient encouragé leurs proches au sein de l'armée pour qu'ils agissent contre Gomes Júnior, mais rien n'a été prouvé. Il est néanmoins clair que le style agressif de Gomes Júnior a transformé nombre de ses adversaires en ennemis et contribué à l'affaiblir face aux FAGB. Sa popularité auprès de la population civile n'a pas suffi à le protéger.

IV. LES REACTIONS INTERNATIONALES : UNE LUTTE D'INFLUENCE

La condamnation internationale et les appels au retour à l'ordre constitutionnel ont été fermes et rapides,⁸⁷ mais cette unanimité n'a pas pu dissimuler les désaccords. Alors que la majeure partie de la communauté internationale ne faisait pas de la Guinée-Bissau une priorité, deux organisations multilatérales, la Communauté des pays de langue portugaise (Comunidade dos Países de Língua Portuguesa, CPLP) et la Cedeao, auxquelles le pays appartient et dont certains membres ont un intérêt particulier pour la situation à Bissau, ont poursuivi des politiques radicalement différentes. Saisissant l'opportunité donnée par la CPLP qui s'est opposée au putsch, la Cedeao s'est affirmée et a encouragé une transition négociée, mais elle a eu des difficultés à convaincre les autres partenaires internationaux de la suivre.

Dès les premières réactions, les divergences sont apparues au grand jour. De Lisbonne, le 14 avril, la CPLP a réclamé une « force d'interposition » mandatée par les Nations unies pour « la défense de la paix et de la sécurité ; la garantie de l'ordre constitutionnel ; la protection des institutions, des autorités légitimes et de la population ; l'achèvement du processus électoral ; et la concrétisation de la réforme du secteur de la sécurité ».⁸⁸ Le 16 avril, la Cedeao a déployé une équipe de haut niveau à Bissau, dirigée par le président de sa commission, Désiré Kadré Ouédraogo, afin de rencontrer la junte (et les autres acteurs, dont Gomes Júnior qui était alors toujours détenu). Elle a conclu un accord avec la junte pour un retour à l'ordre constitutionnel, mais aucune modalité d'application n'a été fixée. Ouédraogo a déclaré « si les autorités acceptent le retour à l'ordre constitutionnel, la Cedeao remplacera les troupes angolaises ».⁸⁹

Alors que la CPLP commençait par demander une force mandatée par l'ONU pour imposer le retour à l'ordre constitutionnel, la Cedeao a affirmé qu'elle « remplacerait les

⁸⁵ Quand il était président, Yalá aurait favorisé l'entrée de jeunes balantes dans l'armée et aurait promu « ses hommes ». Il a été dit que les militaires balantes l'auraient encouragé à se maintenir au second tour en 2012. Pour sa part, Nhamadjo aurait rencontré et obtenu le soutien d'officiers de haut rang en janvier 2012. Entretiens de Crisis Group, hommes politiques guinéens, Bissau, mai 2012. Le PRS a dénoncé la Missang comme une violation de la souveraineté nationale, la qualifiant d'arme de Gomes Júnior contre les militaires. « Guiné-Bissau: Oposição quer acabar com missão military angolana », Voice of America (VOA), 31 mars 2012. Rosa a qualifié la Missang d'« ingérence étrangère » et de « garde prétorienne pour Carlos Gomes Júnior ». Voir « A presença de tropas angolanas na Guiné-Bissau é o principal factor de instabilidade, não a reivindicação eleitoral », PNN, 9 avril 2012.

⁸⁶ « Guinée-Bissau : Kumba Yalá rejette la proposition de médiation de la Cedeao », *Jeune Afrique*, 5 avril 2012. « Apparent coup attempt rocks Guinea-Bissau on eve of presidential campaigning », VOA, 12 avril 2012.

⁸⁷ Le jour du coup d'Etat, la Cedeao a appelé à une « restauration immédiate de l'ordre constitutionnel ». Le lendemain, une déclaration du Conseil de sécurité des Nations unies a appelé à « une restauration immédiate de l'ordre constitutionnel et d'un gouvernement légitime pour permettre la poursuite du processus électoral, dont les élections législatives ». Voir « ECOWAS reaction to the ongoing coup attempt in Guinea-Bissau », Cedeao, 12 avril 2012 ; et « Security Council Press Statement on Guinea-Bissau », Conseil de sécurité, 13 avril 2012. Des déclarations similaires ont été faites par l'UA, la CPLP, l'UE et l'Organisation internationale de la francophonie.

⁸⁸ « Resolução sobre a situação na Guiné-Bissau », CPLP, Lisbonne, 14 avril 2012.

⁸⁹ « La Cedeao obtient la promesse d'un retour à l'ordre constitutionnel, sans modalités prédéfinies », RFI, 17 avril 2012.

troupes angolaises » (probablement dans un rôle d'assistance militaire plus que d'interposition), mais seulement une fois que la junte aura restauré l'ordre constitutionnel. Les observateurs ont remarqué que la Cedeao a été beaucoup plus indulgente envers la junte qu'elle ne l'a été avec les responsables du coup d'Etat au Mali le mois précédent. Ces derniers avaient immédiatement fait face à un embargo, à de nombreuses sanctions et à la menace de l'intervention de la Force en attente de l'organisation ouest-africaine.

La CPLP a dans l'ensemble maintenu sa position ferme et a refusé de reconnaître les autorités de transition, conduisant ces dernières à remettre en question l'appartenance de la Guinée-Bissau à l'organisation.⁹⁰ Le 20 juillet, c'est Pereira, et non Nhamadjo, qui a été invité au sommet de la CPLP à Maputo. Alors que personne n'a mentionné ouvertement une force multinationale d'interposition ou de stabilisation, l'Angola, qui présidait alors le Conseil de paix et de sécurité de l'UA, et le Portugal, qui siège actuellement au Conseil de sécurité des Nations unies, continuent d'insister sur un retour à la situation qui prévalait avant le coup d'Etat, incluant la « reprise du processus électoral », c'est-à-dire la tenue du second tour suspendu entre Yalá et Gomes Júnior.⁹¹ Avec sa position moralement anti-putsch, le Portugal a eu un impact important au sein de l'UE, alors que l'Angola obtenait le soutien de ses alliés d'Afrique australe, dont l'Afrique du Sud, mais également de certains pays de la Cedeao avec lesquels Luanda entretient de bonnes relations, comme la Guinée et le Ghana, ou développe des contacts, comme avec le président gambien Yahya Jammeh.⁹²

Le Portugal et l'Angola ont apporté leur soutien diplomatique à Gomes Júnior, l'encourageant à maintenir une position ferme. Le 2 mai, son ministre des Affaires étrangères appelait à une intervention militaire et à l'arrestation des chefs des FAGB, et trois mois plus tard, le 1^{er} août, Gomes Júnior lui-même réitérait cette demande de déploiement d'une force multilatérale sous la supervision

des Nations unies, comme alternative à la Cedeao et à ses « barbaries ».⁹³

Le Portugal a poussé l'UE à adopter des sanctions individuelles contre la junte et a permis à Gomes Júnior d'être entendu par le Conseil de sécurité des Nations unies, le 5 juin, où il a clairement affirmé qu'il se considérait comme le Premier ministre légitime.⁹⁴ Dans une déclaration à cette occasion, il a affirmé que les sanctions à l'encontre des militaires n'étaient pas suffisantes et il a appelé à les élargir à leurs partisans civils. Il a également dit qu'il porterait plainte contre les militaires pour avoir attaqué son domicile, et a exhorté à la tenue d'une conférence internationale, signe qu'il espère qu'une arène plus vaste que la Cedeao lui donne une meilleure main. « Que Dieu aide l'Afrique », a-t-il déclaré à la Radio des Nations unies, si « le continent continue de suivre l'exemple que la Cedeao essaie de nous imposer et que nous n'accepterons pas ».⁹⁵

La Cedeao a maintenu une orientation radicalement différente : alors qu'elle insiste sur l'ordre constitutionnel et la tolérance zéro pour les coups d'Etat, elle a soutenu la transition. Cette position quelque peu contradictoire apparaît bien dans son communiqué du sommet du 26 avril : le texte condamne « fermement » le coup d'Etat et « tout arrangement d'une transition anticonstitutionnelle » et donne 72 heures à la junte pour se plier à ses termes ou faire face à des sanctions. Il déclare que la Cedeao n'exclut pas « des poursuites par la Cour pénale internationale » et requiert « la libération immédiate et inconditionnelle » de Gomes Júnior et Pereira, ainsi que « la restauration immédiate de l'ordre constitutionnel pour permettre la poursuite du processus électoral ».⁹⁶

⁹⁰ « Guinée-Bissau: Governo de transição admite “questionar” presença na CPLP », Lusa, 22 juin 2012.

⁹¹ Alors que tous les acteurs internationaux ont appelé à un « retour à l'ordre constitutionnel », la « reprise du processus électoral » est la formulation clé qui montre la divergence de leurs approches sur la crise.

⁹² Le Ghana a partagé la sympathie de l'Angola pour Laurent Gbagbo lors de la crise post-électorale en Côte d'Ivoire, et des discussions sur des investissements angolais dans le pétrole ghanéen ont eu lieu. Jammeh a été invité à Luanda le 22 avril et, peu après, il a organisé une réunion de la Cedeao sur la Guinée-Bissau à Banjul. Les hommes politiques pro-junte lui ont reproché son échec lors de cette réunion. Voir la déclaration de Fernando Vaz dans « Situação tensa na Guiné depois do falhanço das negociações de Banjul », Guinée-Bissau: Notícias, Actualidades e Opiniões (www.gbissau.com), 1 mai 2012.

⁹³ Mamadu Djaló Pires, ministre des Affaires étrangères sous Gomes Júnior, lors d'une conférence du Centre de recherche de l'Afrique de l'Ouest, Dakar, 2 mai 2012, à laquelle Crisis Group a assisté ; « Gomes Júnior defende força da ONU na Guiné Chefe de Governo deposto diz que pretende evitar “barbaridades” cometidas pela CEDEAO », tvi24, 1^{er} août 2012.

⁹⁴ L'UE a adopté des sanctions ciblées contre cinq militaires hauts placés le 3 mai et a en a ajouté seize autres à la liste le 31 mai, après la dissolution de la junte, qui a simplement qualifié ces mesures de « normales ». « Comando militar da Guiné-Bissau entende e acha normais sanções da União Europeia », Lusa, 5 mai 2012.

⁹⁵ « Guinée-Bissau: PM deposto diz que Conselho de Segurança considera sanções a políticos », Lusa, 6 juin 2012 ; « Na ONU, Carlos Gomes Jr. pede restauração da ordem na Guiné-Bissau », Novas da Guiné Bissau (<http://novasdaguinebissau.blogspot.com>), 6 juin 2012.

⁹⁶ « Final communiqué », op. cit. Le lieutenant-colonel Daba na Walna, un juriste militaire et le porte-parole de la junte, n'a pas semblé impressionné, affirmant qu'une enquête de la CPI n'était pas nécessaire. Conférence de presse de Daba na Walna, 27 avril 2012.

Néanmoins, simultanément, la Cedeao a envisagé « une transition de consensus à travers la tenue d'élection dans les douze prochains mois » et une « restauration de l'ordre constitutionnel, reposant sur des modalités à définir » avec son aide. Finalement, elle n'a pas fait appel à une force d'interposition (déjà refusée par la junte), mais au déploiement d'un « contingent de la Force en attente de la Cedeao ... pour, entre autres responsabilités, faciliter le retrait de [la Missang], soutenir le processus de transition, et entreprendre le travail préparatoire pour l'immédiate mise en œuvre d'une feuille de route pour le programme de réforme pour le secteur de la défense et la sécurité » – un agenda plus modéré, fortement en désaccord avec la position de la CPLP.⁹⁷

Dans les négociations qui ont suivi sur le processus transitionnel, la Cedeao s'est lancée dans un marchandage avec la junte. Elle a obtenu deux importantes concessions (la libération de Gomes Júnior et de Pereira et le maintien de l'ANP), sans obtenir le retour de Pereira à la présidence intérimaire. Sur ce dernier point, la Cedeao a finalement proposé un compromis qu'elle a assuré conforme à la Constitution : l'ANP élirait un nouveau président, qui deviendrait le président intérimaire. Néanmoins, cela ne s'est pas produit car le PAIGC a refusé de voter contre Pereira. Le choix de la junte, Nhamadjo, a finalement été validé par la Cedeao et par les partis de l'opposition sans le soutien de la majorité parlementaire, portant atteinte au semblant d'ordre constitutionnel.

Pour comprendre les divergences entre la Cedeao et la CPLP, leur passé commun doit être analysé. Après les remous d'avril 2010 et le retrait de la mission RSS de l'UE, les deux organisations avaient coopéré à la demande des autorités. Cependant, la Cedeao est restée persuadée que l'Angola, acteur clé de la CPLP, utilisait cette coopération pour développer des relations privilégiées et une influence à Bissau.⁹⁸ Immédiatement après avril 2010, alors que les FAGB résistaient avec ténacité à la pression de la Cedeao en faveur d'une force internationale, l'Angola a négocié un accord bilatéral sur une mission militaire d'assistance, plus acceptable pour les militaires, ouvrant la voie au déploiement de la Missang en mars 2011.

La frustration de certains membres de la Cedeao face à cette situation a gelé la mise en œuvre de la feuille de route sur la RSS. Le financement que l'organisation ouest-africaine avait promis pour le fonds de pension des militaires, ainsi que le protocole d'accord pour lancer la RSS, que la CPLP, la Cedeao et le gouvernement étaient sur le point de signer,

ne se sont pas concrétisés.⁹⁹ Finalement, après le 12 avril, la Cedeao s'est appuyée sur la pression de la CPLP en faveur d'une force internationale pour établir sa propre mission militaire à Bissau, tout comme l'Angola avait précédemment utilisé la pression de la Cedeao pour déployer sa propre force. D'aucuns au sein de l'organisation ouest-africaine y voient un juste retour des choses.

Les tensions et la méfiance entre les deux organisations ont été si importantes qu'au moins un observateur favorable à la CPLP a soutenu publiquement que « les personnalités des pays de la Cedeao » avaient encouragé le coup d'Etat en promettant d'avance leur médiation pour trouver une solution. Des sources ont évoqué les fortes connections de Nhamadjo au Nigéria au travers de sa participation au parlement de la Cedeao, situé à Abuja, alors que d'autres ont mentionné le rôle d'Umaro Sissoco Embaló, ancien militaire et ancien conseiller de Vieira et de Sanhá, qui aurait des liens avec Nhamadjo et le Burkina Faso.¹⁰⁰ La Cedeao en tant qu'institution, cependant, semble plutôt avoir soutenu un processus électoral qui se montrait favorable à Gomes Júnior. Elle avait même alloué un million de dollars au financement du scrutin (auxquels le Nigéria a ajouté deux millions de dollars), elle a essayé d'apaiser les tensions avant et après le premier tour, et elle a déployé une mission d'observation qui, comme la mission de l'Union économique et monétaire africaine, a validé le premier tour.

Il n'en demeure pas moins que, alors que certains pays de la Cedeao sont proches de l'Angola (ou, comme le Cap-Vert, appartiennent à la CPLP), d'autres acteurs importants, notamment le Nigéria, le Sénégal, le Burkina Faso et le nouveau régime Ouattara en Côte d'Ivoire, ont un passé houleux avec Luanda et ne sont pas favorables à ses tentatives pour développer son influence en Afrique de l'Ouest.¹⁰¹ Aucun de ces quatre pays n'a été satisfait de l'appui direct, y compris militaire, fourni par l'Angola au président ivoirien Laurent Gbagbo, aujourd'hui déchu. La volonté du Nigéria de jouer un rôle de chef de file régional est connue,¹⁰² et les étroites relations du Sénégal avec les

⁹⁹ Voir le rapport de Crisis Group, *Au-delà des compromis*, op. cit., p. 19.

¹⁰⁰ Entretiens de Crisis Group, militants du PAIGC et du FRENAGOLPE, Bissau, mai 2012. « Guinée-Bissau: em marcha reposição da normalidade anterior a golpe de Estado », *África Monitor*, 23 avril 2012. *África Monitor* est un journal centré sur les enjeux liés à la CPLP et proche des cercles de décision de Lisbonne.

¹⁰¹ Cette histoire remonte à la guerre civile angolaise et la guerre froide, lorsque le chef rebelle angolais Jonas Savimbi avait beaucoup d'alliés et de partenaires commerciaux dans les milieux dirigeants ouest-africains. L'intérêt du régime angolais pour la région a survécu à la mort et la défaite de Savimbi en 2002.

¹⁰² Pendant une visite du ministre angolais des Affaires étrangères, le président Jonathan a dit que l'Angola devrait diriger

⁹⁷ « Final communiqué », op. cit.

⁹⁸ Entretiens de Crisis Group, diplomates de la Cedeao, New York, mai 2012.

FAGB, qui avaient soutenu sa lutte contre les séparatistes qui opèrent dans la région sénégalaise de Casamance, se sont refroidies après les massacres de 2009. De ce fait, l'ascension de Gomes Júnior et le rôle accru de l'Angola ont réduit l'influence de Dakar sur son petit voisin.¹⁰³ Il est donc possible qu'avant le 12 avril, ces pays acceptaient bon gré mal gré la victoire prévisible de Gomes Júnior, mais qu'ils aient ensuite pris conscience que le coup d'Etat leur donnait la chance de se venger de l'Angola.

La Guinée-Bissau est également le pays où les blocs lusophones et francophones se heurtent. Le consul général de Guinée-Bissau à Luanda a accusé ouvertement la France d'implication dans le coup d'Etat.¹⁰⁴ Des accusations symétriques avaient été émises à l'encontre de Lisbonne, accusé d'être trop proche de Gomes Júnior et d'avoir joué un rôle direct dans l'assassinat du général na Wai en 2009.¹⁰⁵ Il est difficile de savoir à quel point la théorie du complot influence les perspectives et les actions des différents acteurs, mais il est clair que des réseaux politiques concurrents sont à l'œuvre et que la méfiance est élevée, ce qui détourne l'attention des réels problèmes, en particulier la souffrance continue de la population et l'incapacité chronique de la classe politique et des militaires à se mettre d'accord sur un cadre de gouvernance. Une meilleur

leure coordination internationale est nécessaire, et elle doit être démontrée aux acteurs guinéens.

L'UA et le Conseil de sécurité ont adopté des positions prudentes, en raison des tensions et du manque de ressources et parce que la situation n'est pas une grave crise qui requerrait d'outrepasser le principe de subsidiarité (en vertu duquel une crise interne doit être gérée d'abord par l'organisation régionale à laquelle appartient le pays concerné). Le 21 avril, le Conseil de sécurité a condamné le coup lors d'une déclaration soigneusement formulée, a menacé de sanctions ciblées, a mentionné la décision de l'UA d'initier des consultations « sur de possibles moyens additionnels nécessaires à la stabilisation du pays » – allusion à une force qui pourrait être envisagée à un moment, loin de ce que la CPLP aurait souhaité.¹⁰⁶ La déclaration à la presse du Conseil de sécurité du 8 mai n'a pas été plus sévère.¹⁰⁷

La résolution 2048 du Conseil de sécurité (18 mai) a plus ou moins validé l'approche de la Cedeao, tout en relayant la méfiance du reste de la communauté internationale quant à ses motivations. Alors que la proposition de texte du Portugal *exigeait* « l'achèvement du processus électoral », le texte final a seulement *déploré le refus de la junte* de poursuivre ce processus et a ouvert la voie à de nouvelles élections en appelant les militaires à prendre des « mesures immédiates pour restaurer et respecter l'ordre constitutionnel, y compris un processus électoral démocratique ». La résolution a également « encourag[é] » la médiation de la Cedeao en demandant au secrétaire général d'être engagé activement « dans le but d'harmoniser les positions respectives des partenaires internationaux bilatéraux et multilatéraux ». Les sanctions ciblées que la résolution a adoptées visent seulement cinq hauts responsables militaires et épargnent les dirigeants de l'opposition soupçonnés d'avoir encouragé le putsch.¹⁰⁸ Le Portugal a continué, en vain, d'exiger des sanctions à l'encontre des personnalités de la transition.¹⁰⁹ Le 18 juillet, six officiers militaires supplémentaires ont été placés sous sanction de l'ONU.

en Afrique centrale et le Nigéria en Afrique de l'Ouest. « “Angola deve liderar a África Central”, diz Presidente da Nigéria », *Televisão Pública de Angola*, 13 janvier 2012.

¹⁰³ Selon un diplomate européen, le président Wade avait conclu que Gomes Júnior gagnerait et qu'il faudrait faire avec. Entretien de Crisis Group, Dakar, avril 2012. Il a été dit que Wade était intervenu dans la résolution de la controverse sur le calendrier électoral en janvier 2012. « Choc des ambitions, après le décès du Président : Wade sauve Bissau du chaos politique », *rewmi.com*, 17 janvier 2012. En ce qui concerne Bissau, le nouveau président sénégalais Macky Sall semble suivre les traces de Wade et cultiver l'influence dans le pays afin de contenir les séparatistes casamançais.

¹⁰⁴ « Acusação: “Paris está por detrás da confusão que se regista na Guiné-Bissau ...” », *Semanário Angolense*, 21 avril 2012, cité par *gbissau.com*. La lutte entre la francophonie et la lusophonie a été mentionnée par certains observateurs comme un facteur de la guerre de 1998-1999. Celle-ci aurait été une réaction populaire contre l'intention du président Vieira de se rapprocher de la France, y compris d'adopter le franc CFA, rejoindre la francophonie et obtenir un appui militaire sénégalais. Voir, par exemple, Roy van der Drift, « Democracy: Legitimate warfare in Guinea-Bissau », *Soronda: Revista de Estudos Guineenses* (2000), p. 37-65. Les bâtiments diplomatiques français à Bissau ont été pillés et détruits après la victoire de Mané sur Vieira. Les diplomates français insistent sur le fait que Paris a peu d'intérêts en Guinée-Bissau et ne souhaite pas un différend avec un partenaire européen important tel que le Portugal, mais entend maintenir ses bonnes relations avec la Cedeao et ses Etats membres. Entretien de Crisis Group, Paris, décembre 2011.

¹⁰⁵ Entretien de Crisis Group, hommes politiques guinéens, Bissau, septembre 2009 ; diplomate, Dakar, avril 2012.

¹⁰⁶ « UN Security Council Presidential Statement on Guinea-Bissau », Mission des Etats-Unis auprès des Nations unies, 21 avril 2012.

¹⁰⁷ « Security Council Press Statement on Guinea-Bissau », 8 mai 2012.

¹⁰⁸ Autour de cette période, la Commission de l'UA, à la demande du Conseil de paix et de sécurité d'identifier des cibles potentielles de sanctions, a dressé une liste sur laquelle figurent plusieurs hauts responsables politiques, mais ni Nhamadjo ni Yalá. Lettre, Commission de l'UA au Secrétariat exécutif de la CPLP, Addis-Abeba, 10 mai 2012.

¹⁰⁹ « Guiné-Bissau: Portugal defende sanções do Conselho Segurança a mais golpistas », *Lusa*, 21 juin 2012.

L'Angola, le Portugal et leurs alliés ont depuis pris conscience que leur position initiale n'était pas tenable. Ils ont cessé d'appeler ouvertement à une intervention et ont officiellement reconnu le rôle majeur de la Cedeao. Ils ont néanmoins insisté, au sein des arènes internationales, de l'UA à l'ONU, sur une meilleure coordination et ont appelé la Cedeao à être plus ouverte au dialogue. Toutefois, les discussions demeurent laborieuses, comme en témoignent les réunions du Conseil de sécurité en juillet. Au nom de la Cedeao, l'ambassadeur ivoirien a dénoncé les obstacles posés par « la faction de Carlos Gomes Júnior » et ses « partisans internationaux », malgré les efforts du gouvernement de transition en faveur de « l'intégration et du consensus ». L'ambassadeur portugais a répondu que décrire la majorité parlementaire PAIGC comme une « faction » relevait du « manque d'élégance » et a signalé les divisions au sein de la Cedeao sur la situation à Bissau. Comme à l'accoutumée, les pays de la CPLP ont réitéré les appels pour une réunion de haut niveau, suggérant que l'Assemblée générale de septembre pourrait être une occasion appropriée.

La Cedeao n'a pas répondu directement, mais s'est déclarée prête à se rendre à Lisbonne pour des discussions avec la CPLP. A la suite de ces échanges, la déclaration, préparée en collaboration par le Portugal et le Togo, n'était pas contraignante, mentionnant simplement que la possibilité d'une réunion de haut niveau avait été évoquée et appelant le secrétaire général à œuvrer à améliorer la coordination internationale.¹¹⁰

L'Angola et le Portugal n'ont pas réussi à imposer leur vision, mais ils continuent d'exercer suffisamment de pression sur l'UE, l'UA et l'ONU pour permettre les manœuvres diplomatiques de Gomes Júnior et de ses ministres et pour faire obstacle à la reconnaissance des autorités de transition. Ils ont découragé la plupart des bailleurs de fonds. La décision des Etats-Unis en mai de révoquer leur reconnaissance de Nhamadjo comme président de transition alors qu'ils exprimaient leur soutien à la Cedeao témoigne du malaise et de l'hésitation de la plupart des pays occidentaux. Selon Voice of America, l'officier de liaison chargé de la Guinée-Bissau à l'ambassade de Dakar a affirmé, après une rencontre avec le Premier ministre de transition le 19 juin : « Il a y un gouvernement ici, qu'il soit légitime ou non, il gouverne. Nous sommes prêts à travailler avec quiconque veut diriger pour le progrès ».¹¹¹

Par la suite, le gouvernement américain a réitéré son soutien total aux dirigeants de la Cedeao pour une transition démocratique rapide et stable.¹¹²

La pression morale exercée par Gomes Júnior et ses soutiens internationaux a entravé les tentatives de la Cedeao de mobiliser le soutien des autres bailleurs de fonds. En mai, après avoir annoncé qu'elle aurait besoin de 7,5 milliards de francs CFA (13 millions de dollars) pour l'envoi d'une force en Guinée-Bissau (et au Mali), la Cedeao a compris qu'aucun fonds supplémentaire ne sera disponible. Elle a financé l'Ecomib (et pas sa mission au Mali) et a fourni sur ses propres ressources un appui budgétaire aux autorités de transition de Bissau. Les institutions financières régionales, telles que l'Union économique et monétaire africaine et la Banque ouest-africaine de développement, ont intensifié leurs efforts pour apporter une assistance financière, probablement pour compenser le retrait des autres bailleurs de fonds.¹¹³ Ces efforts particuliers démontrent à quel point il est important pour les principaux pays ouest-africains de défendre ce qu'ils considèrent comme « leur » terrain.

Les autorités de transition ont lancé une offensive diplomatique pour rompre le cordon de la CPLP, utilisant un discours approprié sur les questions d'égalité hommes-femmes, de la RSS, de l'impunité, des stupéfiants et de la bonne gouvernance.¹¹⁴ Mais les responsables, y compris Nhamadjo et le ministre des Affaires étrangères Faustino Imbali, ont établi des relations au-delà des partenaires de la Cedeao.¹¹⁵ C'est Gomes Júnior, et non eux, qui s'est adressé en juin au Conseil de sécurité. Les Nations unies ont tenu des réunions pour promouvoir la coordination internationale mais les résultats ont semblé limités. Le 7 juin à Abidjan, la session du Groupe de contact international sur

¹¹² Entretien de Crisis Group, haut fonctionnaire du département d'Etat, Washington DC, 9 août 2012.

¹¹³ « Cedeao : environ 7,5 milliards de FCFA pour déployer la force d'interposition en Guinée-Bissau », Agence ivoirienne de presse (AIP), 16 mai 2012 ; « Guinée-Bissau : l'Uemoa et le Nigéria vont «éponger les arriérés de salaires» des fonctionnaires », AIP, 7 juin 2012 ; « Guinée-Bissau : prêt de la BOAD et l'UEMOA pour la construction d'une route », Xinhua, 2 août 2012 ; « La BOAD octroie un prêt de 35 milliards de FCFA à la Guinée-Bissau », Xinhua, 21 juillet 2012.

¹¹⁴ Les nouvelles autorités ont insisté sur le fait que le cabinet n'inclurait pas d'hommes d'affaires et que les principaux responsables devront déclarer leur patrimoine. Ils ont également annoncé une réduction de 50 pour cent du revenu pour les hauts fonctionnaires, et Nhamadjo a déclaré qu'un tiers des membres du gouvernement seraient des femmes (finalement, le gouvernement ne comprend que deux femmes sur 27 membres).

¹¹⁵ Lorsqu'Imbali s'est rendu à Dakar pour rencontrer les ambassadeurs non résidents qui y sont en poste, les ambassadeurs de l'UE ont décliné l'invitation. Courrier électronique de Crisis Group, diplomate européen, 11 juin 2012. En juillet, Imbali a participé au Forum de coopération Chine-Afrique à Pékin.

¹¹⁰ « Portugal e África Ocidental em choque na ONU », Lusa, 27 juillet 2012 ; « Situação na Guiné-Bissau divide Comunidade da África Ocidental », *Expresso*, 27 juillet 2012.

¹¹¹ « EUA recuam no reconhecimento de Presidente interino », Lusa, 15 mai 2012 ; « Guinée-Bissau et Mali : Washington salue «le très bon travail» de la CEDEAO », Agence de presse sénégalaise, 17 mai 2012. « Guiné-Bissau: Washington anuncia apoio ao governo de transição », VOA, 19 juin 2012.

la Guinée-Bissau, par exemple, s'est déroulée dans une atmosphère si tendue qu'elle n'a même pas pu produire de communiqué.¹¹⁶ Alors qu'il est peu probable qu'ils perdent leur rôle clé dans le dossier bissau-guinéen, les quelques pays ouest-africains impliqués dans la formulation de la politique de la Cedeao risquent l'isolement et auront du mal à trouver des ressources pour répondre aux nombreux problèmes du pays.

Avec la politique de la Cedeao fermement arrêtée, les autres acteurs peuvent laisser la transition suivre son cours et accepter (voire souhaiter) qu'elle ne se maintienne pas, ou entreprendre ou essayer de l'influencer. La suspension de la majeure partie de l'aide internationale a été significative. Tous les acteurs guinéens sont conscients de la dépendance du pays à l'égard des bailleurs de fonds, en particulier pour le budget de l'Etat, duquel les acteurs politiques et militaires dépendent. La libération de Gomes Júnior et de Pereira, la rapidité avec laquelle la junte a abandonné le plan initial de transition en deux ans, et la liberté relative du PAIGC d'opérer à Bissau, indiquent que les militaires et les autorités de transition reconnaissent le besoin de préserver les liens internationaux et de trouver une solution pacifique. Ceci indique une opportunité pour avancer dans les réformes nécessaires et si longtemps retardées. Cela ne devrait pas être mis en péril par des luttes de pouvoir.

V. QUE FAIRE ?

L'interruption du processus électoral et la violation de l'ordre constitutionnel entachent les légers progrès que la Guinée-Bissau avait accomplis ces dernières années.¹¹⁷ La faiblesse chronique des institutions requiert une attention internationale durable. La condamnation unanime du coup d'Etat par la communauté internationale est un signe positif, mais la question clé devrait être : quelles mesures concrètes sont envisageables pour un engagement international constructif ?

La proposition initiale de la CPLP en faveur d'une force d'interposition s'est soldée par un échec. Les FAGB s'opposeraient probablement à toute mission d'intervention non négociée, qui bouleverserait ainsi une situation qui est restée essentiellement pacifique. Une telle intervention serait perçue par certains à Bissau comme disproportionnée et démontrant un système à « deux poids, deux mesures », puisque l'assassinat en 2009 du président Vieira et d'un candidat à l'élection présidentielle n'avaient suscité que peu de réactions. Une intervention internationale agressive alimenterait les rumeurs selon lesquelles Gomes Júnior aurait une liaison déplacée avec des acteurs étrangers, et elle aurait autant de chances d'entraîner une factionnalisation et une criminalisation des FAGB que de les amener à céder.

L'orientation modérée poursuivie par la Cedeao est la seule possible, du moins à l'heure actuelle. Paradoxalement, l'organisation ouest-africaine doit une partie de son levier sur les militaires et les autorités de transition à l'intransigeance de la CPLP, puisqu'elle constitue désormais un écran de protection pour ces derniers. La « stratégie du méchant et du gentil » peut conduire à quelques résultats.¹¹⁸ Cependant, dans son empressement à voir la Misang partir, la Cedeao et ses principaux Etats membres risquent d'avoir accordé aux autorités de transition une trop grande marge de manœuvre, qui entrave la réalisation des changements nécessaires. Comme le montre l'exemple angolais, un contingent étranger en lui-même ne suffit pas ; sans un programme de réforme clair avec un fort soutien international, la force de la Cedeao aura probablement peu d'impact. Pourtant, contrairement à l'Angola, cette dernière dispose d'un outil puissant : si les autorités de transition ne parviennent pas à mener des réformes et organiser de nouvelles élections, la Cedeao pourrait imposer un embargo efficace, comprenant le blocage des flux financiers de la Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest.

¹¹⁶ Les représentants de la CPLP auraient refusé l'ébauche du communiqué de la Cedeao qui soulignait qu'il y a eu « un progrès constant » dans la résolution de la crise. Courrier électronique de Crisis Group, diplomate, juin 2012.

¹¹⁷ Voir le rapport de Crisis Group, *Au-delà des compromis*, op. cit., p. 2-13.

¹¹⁸ Ibid, p. 3.

Le règne controversé de Gomes Júnior et l'incapacité du système électoral à produire des résultats incontestés ont facilité l'intervention des FAGB. Ce ne sont pas seulement les militaires mais c'est toute la structure des institutions étatiques – politiques, judiciaires et économiques – qui requièrent de sérieuses réformes. Malgré une image internationale négative, les militaires ont une influence nationale considérable, un fort sentiment de légitimité et des liens étroits avec les communautés rurales. Les réduire à des caricatures de trafiquants de drogue et de pillards serait à la fois une erreur d'analyse et un obstacle aux réformes.

La Guinée-Bissau fait partie des priorités européennes principalement en raison du transit de la cocaïne (de l'Amérique latine à l'Europe), mais pendant que les militaires offrent aux narcotrafiquants sécurité et logistique, les groupes criminels opèrent au sein d'alliances complexes qui incluent aussi des civils, hommes politiques et hommes d'affaires. Un développement économique de long terme ainsi que l'augmentation et la formalisation des salaires dans le secteur de la sécurité et la sphère judiciaire sont nécessaires pour rendre l'Etat et la société moins vulnérables au trafic de stupéfiants. Pour ce faire, la communauté internationale doit accorder à ce petit Etat une attention durable.

Un engagement international réussi requiert une coordination minutieuse et ne doit pas autoriser les acteurs politiques guinéens à penser qu'ils peuvent jouer un acteur contre l'autre. La Cedeao et la CPLP, le Nigéria et l'Angola, la France et le Portugal devraient accorder une attention particulière à la construction et au maintien d'un consensus. Compte tenu de sa position forte, de son engagement particulier et des intérêts stratégiques de certains de ses Etats membres, la Cedeao devrait rester le principal moteur du processus, mais en collaborant avec les autres acteurs, à commencer par la CPLP avec laquelle il faut instaurer une discussion sérieuse et de haut niveau sur le futur de la transition. L'UA devrait œuvrer, à travers son nouveau représentant spécial en Guinée-Bissau, à faciliter le dialogue Cedeao-CPLP.¹¹⁹

Une réunion de haut niveau lors de l'Assemblée générale des Nations unies en septembre pourrait être une autre occasion de construire ce consensus. En se fondant sur ces discussions et sur les consultations avec les autorités de transition, la Cedeao devrait alors tenter d'obtenir un mandat du Conseil de sécurité pour l'Ecomib, qui enverrait aux bailleurs de fonds un signal puissant pour la reprise progressive de l'aide financière.

La crise et la fragilité doivent être envisagées de manière holistique. Par exemple, un développement régional inégal nourrit le ressentiment des Balantes, qui à son tour alimente les tensions au sein des FAGB. Malgré l'évaluation plutôt positive des missions d'observations de court terme, le système électoral n'a pas réussi à construire une légitimité suffisante et doit être amélioré. Les listes électorales doivent être révisées pour inclure tous les électeurs en droit et désireux de voter. Un fichier électoral biométrique correct devrait remplacer les cartes électorales actuelles. Les partis politiques ont besoin d'aide pour développer leurs capacités de supervision électorale. Des réseaux d'observateurs électoraux nationaux doivent être développés en coopération avec les acteurs de la société civile. L'accès de tous les candidats à la presse publique et privée durant les campagnes doit être garanti.

Les autorités de transition renforceraient certainement leur position si elles parvenaient à renégocier un accord avec le PAIGC. L'élection d'un nouveau président de l'ANP (qui devrait probablement être issu de la majorité PAIGC) et un remaniement partiel du gouvernement seraient des avancées notables.

Une nouvelle élection présidentielle devrait être organisée aussi rapidement que possible. Les autorités de transition avaient annoncé qu'elle se tiendrait en avril 2013, en même temps que les élections législatives prévues pour novembre 2012. La suggestion du parti União para Mudança de garder la date de novembre 2012 et tenir les deux élections simultanément est pertinente – le plus tôt serait le mieux – mais la priorité devrait être le développement d'un système électoral moins controversé.¹²⁰ Gomes Júnior doit être autorisé à participer à de nouvelles élections, parce qu'aucun ordre politique crédible ne peut être construit si un chef politique qui a tant de partisans et d'électeurs est exclu. Il aura besoin, ainsi que d'autres, d'une protection internationale armée et crédible qui nécessitera peut-être un renforcement de l'Ecomib par des contingents venant d'un éventail plus large de pays de la Cedeao.

Les accusations de trafic de drogue et de meurtre sont devenues un instrument de déstabilisation des adversaires politiques. Sans un système judiciaire solide, ces accusations ne feront jamais l'objet d'enquêtes et de jugements crédibles, et elles continuent d'alimenter les rumeurs diffamatoires qui sont une hantise et une menace pour quiconque est au pouvoir. Les autorités de transition devraient comprendre que la justice nationale n'est pas en mesure de fournir des jugements incontestés et demander au Conseil de sécurité de créer une commission internationale pour enquêter sur tous les assassinats politiques non couverts par l'amnistie de 2007, y compris les meurtres de mars et juin 2009, les assassinats du commandant Iaiá Dabo en

¹¹⁹ Ovídio Pequeno, un ancien ministre des Affaires étrangères de São Tomé, a pris la relève en mai 2012. Le poste est resté vacant pendant plus d'une année.

¹²⁰ « Comunicado », União para Mudança, 16 avril 2012.

décembre 2011 et du colonel Samba Djaló en mars 2012, ainsi que la disparition de Roberto Cacheu en décembre 2011.

La réforme du secteur de la sécurité doit commencer. Une sérieuse réduction et une restructuration des forces armées, ainsi qu'un programme convenable de démobilisation, sont nécessaires depuis longtemps, comme le savent bien des soldats. Toutefois, pour que la réforme réussisse, les militaires doivent prendre part au processus et reconnaître qu'elle est conforme à leur intérêt. A ce sujet, l'occupation du poste de ministre de la Défense par un militaire pourrait être une opportunité plus qu'un problème. La Cedeao devrait concrétiser son engagement financier pour aider les autorités de transition à lancer le fonds de pension, qui est devenu un symbole fort de la réforme. D'autres dimensions de la RSS devraient rapidement être à nouveau abordées sans tabou avec les forces armées, les autorités civiles et le public. La seule chance d'immuniser un peu plus les FAGB à l'argent de la drogue est de remplacer les modalités de revenu informelles, irrégulières et potentiellement illégales des militaires par des salaires convenables à travers un système de paiement transparent et biométrique.¹²¹

Une attention particulière devrait être accordée aux profondes inégalités de développement entre Bissau et le reste du pays. Seul le développement économique peut rompre avec le clientélisme qui caractérise la gouvernance dans la vie militaire comme dans la vie civile, et réduire la capacité des narcotrafiquants à corrompre la société. Cette question ne peut être traitée du jour au lendemain.

VI. CONCLUSION

Le coup d'Etat du 12 avril a constitué le paroxysme des tensions qui se sont développées entre les autorités militaires et civiles depuis que Gomes Júnior est devenu Premier ministre en 2008. Aussi imparfaite que soit la transition encadrée par la Cedeao, elle est une réalité qui doit être prise en compte. Agissant au sein de la CPLP, l'Angola et le Portugal peuvent compliquer la tâche des autorités de transition en empêchant ou retardant la reconnaissance internationale et l'obtention de l'aide, mais ils ne sont pas assez puissants pour reprendre le dossier à l'organisation ouest-africaine. Et même s'ils le pouvaient, ils feraient face au même problème, celui de réunir de ressources pour financer les réformes alors que la communauté internationale n'éprouve pas de véritable intérêt à fournir une aide massive à la Guinée-Bissau.

Les luttes de pouvoir entre certains Etats membres de la Cedeao et de la CPLP doivent cesser, car elles n'entraînent qu'une perte de temps, d'énergie et d'opportunités, dont tous les Guinéens pâtissent. La situation actuelle présente des opportunités intéressantes. La position fragile d'un gouvernement minoritaire en quête de légitimité nationale et internationale et de militaires se sentant surveillés peut permettre des avancées sur les questions clés liées aux réformes. Toutefois, cela n'est possible que si la réponse internationale est cohérente, unifiée et menée par la région ouest-africaine.

Dakar/Bruxelles, 17 août 2012

¹²¹ Pour mettre en œuvre la coopération avec les FAGB, il sera également important de reconnaître le rôle des forces armées dans la défense d'une partie importante de la population rurale, en particulier dans les zones balantes. Voir la section III.A ci-dessus.

ANNEXE A

CARTE DE LA GUINEE-BISSAU



ANNEXE B

GLOSSAIRE

ANP	Assembleia Nacional Popular, Assemblée nationale populaire. Le PAIGC contrôle 67 sièges sur 100 au parlement depuis les élections de novembre 2008.
CNE	Comissão Nacional de Eleições, Commission nationale électorale.
COD	Colectivo da Oposição Democrática, Convention de l'opposition démocratique (parfois appelé le Forum de l'opposition démocratique), rassemblement d'une douzaine de partis, dont le PRS et le PRID, constitué durant l'été 2011 pour dénoncer le pouvoir de Gomes Júnior et son implication présumée dans une série d'assassinats politiques non résolus.
CPLP	Comunidade dos Países de Língua Portuguesa, Communauté des pays de langue portugaise, organisation internationale rassemblant huit pays lusophones.
ECOMIB	Mission de la Cedeao en Guinée-Bissau, contingent déployé en juin 2012.
Cedeao	Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest.
FAGB	Forças Armadas da Guiné-Bissau, Forces armées de Guinée-Bissau.
FRENAGOLPE	Frente Nacional Anti-Golpe, Front national anti-putsch, un rassemblement de partis (comprenant le PAIGC) et des organisations de la société civile soutenant le Premier ministre Gomes Júnior, dirigé par Iancuba Injai.
CPI	Cour pénale internationale.
Missang	Missão de Segurança de Angola na Guiné-Bissau, Mission militaire de l'Angola en Guinée-Bissau, présente de mars 2011 à juin 2012.
PAIGC	Partido Africano da Independência da Guiné e Cabo Verde, Parti africain d'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert, fondé par Amílcar Cabral en 1956, qui a mené la guerre d'indépendance contre le Portugal et a été au pouvoir jusqu'à la guerre de 1998-1999, et maintenant dirigé par Gomes Júnior.
PIR	Polícia de Intervenção Rápida, Police d'intervention rapide, force de police d'élite qui inclut des éléments entraînés en Angola et est généralement considérée comme proche de Gomes Júnior.
PRID	Partido Republicano para Independência e Desenvolvimento, Parti républicain pour l'indépendance et le développement, créé en mars 2008 par Aristide Gomes, un associé de Vieira, ancien Premier ministre et ancienne figure du PAIGC. Une faction de ce parti, dirigée par Afonso Té, appartient au COD.
PRS	Partido para a Renovação Social, Parti pour le renouveau social, l'un des premiers partis créé pour s'opposer au PAIGC après l'instauration du multipartisme, dirigé par Kumba Yalá.
RSS	Réforme du secteur de la sécurité.
UM	União para Mudança, petit parti d'opposition qui a soutenu Malam Bacai Sanhá, aujourd'hui dirigé par Agnello Regalla.
UNIOGBIS	Bureau intégré des Nations unies en Guinée-Bissau, structure qui a succédé à l'Unité politique des Nations unies créée en Guinée-Bissau en avril 1999, alors que la guerre de 1998-1999 touchait à sa fin, et qui est restée en activité depuis.